

**E.N.S.S.I.B.**  
**ECOLE NATIONALE SUPERIEURE**  
**DES SCIENCES DE L'INFORMATION**  
**ET DES BIBLIOTHEQUES**

**UNIVERSITE**  
**CLAUDE BERNARD**  
**LYON I**

**DESS en INFORMATIQUE DOCUMENTAIRE**

**Rapport de Recherche Bibliographique**

# **Le Développement Social Urbain en France depuis 10 ans**

Christiane CHAIGNE

Sous la direction de : M. BONNEVILLE

Institut d'Urbanisme de Lyon

---

**1993**

17

**E.N.S.S.I.B.**  
**ECOLE NATIONALE SUPERIEURE**  
**DES SCIENCES DE L'INFORMATION**  
**ET DES BIBLIOTHEQUES**

**UNIVERSITE**  
**CLAUDE BERNARD**  
**LYON I**

**DESS en INFORMATIQUE DOCUMENTAIRE**

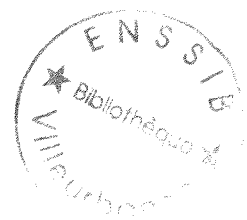
**Rapport de Recherche Bibliographique**

# **Le Développement Social Urbain en France depuis 10 ans**

Christiane CHAIGNE

Sous la direction de : M. BONNEVILLE

Institut d'Urbanisme de Lyon



**1993**

1993  
ED  
17

46 f.

**Christiane CHAIGNE**

**THEME DE RECHERCHE :**

Le Développement Social Urbain en France depuis 10 ans.

**MOTS-CLES :**

Développement social urbain, développement social des quartiers, dégradation des grands ensembles, réhabilitation des grands ensembles, contrats-ville.

**SUBJECTS :**

District renewal in France since 1982.

**KEY-WORDS :**

District renewal, housing renewal, social affairs, relations with citizens.

(Les opérations de développement social urbain, comme le précise notre rappel historique placé quelques pages plus loin, sont des opérations françaises, c'est à dire une démarche et des méthodes spécifiques pour résoudre un problème qui, sans être inhérent aux villes françaises a ses propres particularités. Il n' y a pas de traductions véritables. La base de données FRANCIS, soit utilise les termes français comme descripteurs en anglais : "Commission Nationale de Développement Social des Quartiers" soit refuse de traduire. On peut cependant penser que les articles traitant des procédures utilisées en Grande Bretagne et dans d'autres pays pour traiter un problème comparable seront les mots-clés cités.)

# **SOMMAIRE**

<b>1 / DEFINITIONS</b>	<b>P.3</b>
<b>2 / RECHERCHE MANUELLE</b>	<b>P.4</b>
<b>3 / RECHERCHE AUTOMATISEE</b>	<b>P.5</b>
<b>4 / SELECTION, TRI, EDITION</b>	<b>P.7</b>
<b>5 / CONCLUSION</b>	<b>P.8</b>
<b>6 / RESUME, PLAN DE CLASSEMENT DE LA BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>P.9-10</b>
<b>7 / BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>P.11</b>
<b>8 / RECAPITULATIF DES TEXTES OFFICIELS</b>	<b>P.40</b>
<b>9 / RECAPITULATIF DES RAPPORTS OFFICIELS</b>	<b>P.42</b>
<b>10 / LISTE DES VIDEOCASSETTES</b>	<b>P.46</b>

## 1 / DEFINITIONS

Cette recherche a été demandée par Monsieur Bonneville, professeur à l'Institut d'Urbanisme de Lyon, institut rattaché à l'université Lyon 2. Elle porte sur le développement social urbain qui est devenu l'un des enjeux majeurs de l'urbanisme aujourd'hui. Le sujet est vaste, la bibliographie est destinée aux étudiants.

Le terme "opérations de développement social urbain" recouvre les efforts coordonnés des collectivités locales et de l'état.. pour organiser les actions et les moyens contribuant à résoudre la crise aigue que connaissent certains quartiers de villes: souvent les banlieues qui ont été massivement et rapidement construites après la guerre.

La crise a éclaté d'abord dans les grands ensembles dégradés des années 50. Une réhabilitation du bâti a été entreprise par les offices d'HLM mais très vite, les intervenants dans ces quartiers ont compris que le problème était plus large et plus profond. Des concertations locales ont été menées, les études ont mis en évidence le besoin d'accompagnement social, d'où le nom des opérations qui ont alors été montées : "Habitat et Vie Sociale".

Avec la venue au pouvoir de la gauche en 1981 et la recrudescence de la crise... ces opérations se sont généralisées, on est passé de 48 quartiers-pilotes à 546 opérations aujourd'hui et l'appellation s'est transformée: "Développement Social des Quartiers". Il ne s'agissait plus d'opérations de sauvetage des HLM mais d'une mobilisation générale de tous les intervenants d'un quartier: élus, éducateurs à tous niveaux, assistants sociaux, commerçants, employeurs, A.N.P.E... Les habitants eux-mêmes. ont été associés à cette démarche de revalorisation, le DSQ est une démarche, un état d'esprit plus qu'une opération administrative type.

En raccourci, on assiste depuis 2 ans à un nouveau retournement de perspectives avec la loi d'orientation pour la ville passée en 1991. La tendance actuelle est de penser que la crise ne se résoudra pas seulement en attaquant le problème de front sur place mais en mettant en oeuvre une politique pour la ville entière favorisant un rééquilibrage social et spatial d'abord mais aussi financier (dotation de solidarité urbaine). On recherchera des contrats-villes plus globaux.

Ces définitions ont été placées en tête de notre recherche car elles la conditionnent, suivant les années, il faudra entreprendre des recherches thématiques avec des termes différents...

## 2 / RECHERCHE MANUELLE

### RECENTRAGE

Ma première démarche a été de recourir aux ressources locales. J'ai été voir les ressources offertes par le centre de documentation de l'agence d'urbanisme de la COURLY à Lyon. Un listing de 127 références m'a été remis. Il est apparu évident que de nombreux documents sur le sujet existaient. Un recadrage avec le directeur de recherche a été nécessaire. Il a été décidé de limiter le sujet aux dix dernières années. On a aussi éliminé toutes les monographies: études d'un quartier, charte d'objectifs, convention de DSQ... pour ne retenir que les documents relatifs aux principes d'intervention, aux méthodes, à l'action des collectivités publiques pour maîtriser l'évolution urbaine.

On a vu aussi qu'il n'était pas possible d'être exhaustif mais qu'il fallait rechercher plutôt les sources d'information professionnelles et une sélection de textes sur chaque sujet. On rechercherait cependant l'exhaustivité en matière de textes officiels et de rapports officiels ayant eu une influence déterminante sur la politique des années lui ayant succédé (exemple: rapports Dubedout, rapport Delarue...)

### RECHERCHE MANUELLE PROPREMENT DITE

Dés lors, pour être exhaustif sur le plan administratif, j'ai consulté les tables annuelles des suppléments Textes Officiels du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment. Outre le fait qu'elles ne sont pas évidentes à trouver de façon systématique, il s'est peu après révélé que ce type de documents était très bien répertorié par la banque de données "URBAMET". 100% des références relevées sur 3 ans s'y trouvaient. Ce type de recherche a donc été abandonné. Il en a été de même pour la majorité des études et références nationales.

Nous nous sommes donc limités au repérage des documents édités dans la région tout en étant de portée nationale, documents pas toujours bien repérés par Urbamet: nous avons trouvé une dizaine d'études du Crepah, Lyon, quelques études de l'agence d'urbanisme, de l'Inudel, Grenoble, du GRS IRESE, Université Lyon2. Le temps et les moyens manquaient pour mener des recherches dans d'autres régions. Le demandeur étant lyonnais, ces sources locales l'intéressaient plus que d'autres.

Nous avons aussi repéré quelques documents internes au réseau SCET, SCIC, Caisse des Dépôts qui peuvent aussi échapper au réseau Urbamet. Nous n'avons que très rarement cité thèses et mémoires considérés par notre demandeur comme difficiles à se procurer par les étudiants.

Enfin, une lecture régulière du quotidien Le Monde nous a appris la parution en décembre d'études d'un très grand intérêt non encore saisies dans les réseaux ou autres sources d'information consultés.

### 3/ LA RECHERCHE AUTOMATISEE

#### LE RESEAU URBAMET

La recherche était entreprise pour des urbanistes, une banque de données a été créée par eux et pour eux, il était naturel de la consulter d'abord.

La banque de données Urbamet est une banque fonctionnant en réseau, elle a été montée par quatre grands centres de documentation spécialisée: le Centre de Documentation de l'Urbanisme (du ministère à la Défense), l'I.A.U.R.I.F. (Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile de France), l'Agence Coopération et Aménagement et le centre Docaménor à Lille. Elle est alimentée par un réseau de 50 centres spécialisés répartis dans toute la France.

Elle recense 110.000 références répertoriées depuis 1976 mais un certain nombre de documents plus anciens y figurent. La mise à jour est mensuelle. Cependant, on constate pour certains types de documents un délai élevé avant l'enregistrement.

Les sujets abordés sont: informations scientifiques, techniques, économiques et juridiques dans le domaine de l'urbanisme, l'aménagement du territoire, les équipements et les transports. Le classement et la recherche se font selon un thésaurus matières et géographiques bien structuré.

### Recherche à partir du CD-ROM

Le CD-ROM Génie urbain se trouve à l'école des TPE à Vaulx en Velin (ainsi qu'à l'INSA). Outre les références Urbamet, il comprend des références plus techniques sur le bâtiment et les travaux publics, et des références provenant d'une banque anglaise et d'une banque espagnole. Etant donné notre sujet, nous nous sommes limités aux sources Urbamet.

Aucun descripteur complet n'existait sur notre thème dans le thésaurus disponible. Nous avons donc tenté une interrogation en langage libre :

Recherche des mots "développement social urbain" avec opérateurs de proximité dans le basic index. Après limitation à la France et aux années postérieures à 1981, nous avons obtenu 18 références toutes pertinentes et très récentes: 1 à 2 ans.

L'exploitation des résultats nous a révélé aussi qu'un descripteur DSQ avait été créé.

A l'interrogation DSQ comme descripteur, nous avons obtenu 345 références, après limitations géographiques et dans le temps: 128. Il a fallu encore en éliminer 34 se rapportant à l'Île de France et 4 ayant rapport à des sujets un peu éloignés du notre, soit un taux de pertinence de 96%, une fois le sujet bien posé. On a pu noter une quinzaine de doublons avec l'interrogation précédente sur la période 91-92, ce qui s'explique par les évolutions de la politique et ses répercussions sur le vocabulaire employé.

Mais ces références ne débutaient qu'en 1988, si l'on voulait couvrir la période 1982-88, il fallait approfondir. La rencontre avec une personne qui indexe m'a aidé, il m'a été signalé que le descripteur DSQ avait été créé en 1988, qu'auparavant la règle était de traiter ce type d'opérations sous les deux descripteurs: Grand Ensemble et Dégradation. enfin que le descripteur DSU ne serait pas choisi, DSQ serait maintenu car DSU signifie aussi "Dotation Sociale Urbaine". Ces indications m'ont permis d'atteindre plus directement le but, même en système informatisé, le contact direct peut être utile!

De l'interrogation "Grand Ensemble", "Dégradation" (135 ref.) sont sorties après limitation 41 références dont 2 doublons avec la précédente et 5 références jugées annexes.



### Interrogation en ligne

Après expérimentation sur le CD-ROM, une interrogation en ligne limitée aux mises à jour postérieures à la parution du CD-ROM a permis une actualisation avec 8 nouvelles références. 2 enfin ont été récupérées au CDU à Nanterre, lors de leur indexation.

### LA BANQUE DE DONNEES LOGOS

L'attention était portée sur l'action des collectivités publiques. Logos nous offre un recueil de textes politiques sur la France.

330.000 documents sont répertoriés au 1.04.92 avec une augmentation de 20.000 par an sur l'action gouvernementale et ses conséquences sur le contexte économique et social de la France et sur la vie de la cité.

- Analyse de la presse écrite et audiovisuelle
- Etudes : rapports officiels, littérature grise administrative.
- Textes de discours, communiqués officiels des membres du gouvernement, chronologie de la vie politique.

Un thésaurus regroupe toutes les entrées possibles.

Après tâtonnements, nous avons éliminé les types de documents : interviews, communiqués, conférences de presse, tribune, déclarations... présentant peu d'intérêt dans notre cas. Nous avons éliminé aussi les articles de périodiques pour risques (vérifiés!) de doublons fréquents. Et nous nous sommes limités aux rapports : rapports parlementaires, rapports officiels sur les thèmes du développement social urbain ou connexes.

La recherche s'est d'abord faite sur deux descripteurs combinés : Quartier et Développement social ; Pas de limitations géographiques, tous les documents concernent le France, ni limitation de date, la banque a démarré en 1982 environ ; ensuite elle a été reliée avec un opérateur "ou" à l'interrogation en langage libre sur "développement social urbain" (avec opérateurs de proximité, toujours).

Sont sorties 20 références dont 9 doublons avec les recherches antérieures soit 11 nouvelles références pertinentes.

## LES AUTRES BANQUES DE DONNEES

Le réseau Francis alimenté par le CNRS est riche de références dans le domaine économie, géographie.. Il aurait pu nous fournir d'autres documents : 13.825 documents sont codés avec urbanisme pour descripteur. Mais les premières investigations nous ont sorti beaucoup de doublons avec urbamet.

D'autre part, nous disposions d'un nombre de références important couvrant tous nos sujets et il aurait été difficile pour le rédacteur comme pour l'utilisateur de gérer et d'exploiter une bibliographie trop volumineuse. La limitation à urbamet se justifiait par le fait que c'est un réseau spécialisé de professionnels urbanistes.

Un problème financier se serait posé dans le cas où nous aurions voulu interroger Francis (outre celui du temps passé, pas toujours extensible) Cependant une petite interrogation nous a permis de vérifier les descripteurs anglais.

## 4/ SELECTION TRI EDITION

Devant la masse de documents pertinents obtenus, leur intérêt: présence fréquente de résumés, nous avons eu recours à un logiciel documentaire (Adhoc) pour gérer les résultats. Cela présentait 3 avantages :

- Possibilité de tris à l'infini.. On a pu rechercher par tâtonnements les classifications les mieux adaptées à notre sujet, nos demandeurs...

- Possibilité de transfert des références depuis les disquettes téléchargées à partir des interrogations (CD-ROM ou directes) Ces transferts supposaient un travail de préparation non négligeable : normalisation des champs ; mais cela nous permettait de conserver les résumés dont l'intérêt était évident et qu'il n'aurait pas été possible de retaper. Ce choix explique aussi l'édition en majuscules pas toujours esthétiques, mais il n'est pas possible de transférer automatiquement les majuscules en minuscules.

- Délégation de la frappe des notices normalisées à l'éditeur du logiciel Adhoc. Cela a cependant exigé de multiples vérifications et corrections.

## EN CONCLUSION

Par rapport aux méthodes apprises lors de ma formation initiale en 1972-3, j'ai vu une véritable révolution. Les banques de données nous donnent des informations précises téléchargeables sur disquettes en quelques minutes. Relevé qui aurait pris des heures manuellement avec de gros risques d'erreurs de transcription. Les logiciels présents dans chaque centre de documentation ont facilité donc décuplé les facilités de stockage et de recherche.

On notera cependant des différences entre les banques de données : le réseau Urbamet était particulièrement adapté à notre recherche par les sources d'information et leur mode d'appréhension. Il utilise un thésaurus bien structuré. Ces deux raisons expliquent le taux élevé en pertinence des réponses (supérieur à 95%). Pour la banque Logos, il a été plus complexe d'obtenir des résultats. Elle est une source d'informations d'abord tournée vers les hommes politiques et les journalistes, il a fallu éliminer les types de documents ne nous intéressant pas, ceux que nous avons déjà obtenus par ailleurs. Nous n'avons retenu que les textes et rapports officiels, à partir de cela, les résultats ont été très intéressants et complémentaires des premiers résultats obtenus.

On notera que la recherche manuelle est inutile de façon systématique pour les sources bien répertoriées par les banques de données mais reste intéressante lorsque l'on recherche un document très récent. Elle peut être intéressante pour tout ce qui est littérature non commerciale ou les études mal repérées par les banques de données. La banque Urbamet recense bien tous les documents émis par les centres participant aux réseaux, moins bien ceux émanant de sources parallèles, réseau Caisse des Dépôts, HLM...ou sources régionales.

## RESUME

Le développement social urbain est aujourd'hui une des principales préoccupations aussi bien des hommes politiques que des urbanistes. Le "mal vivre des banlieues" s'est accru jusqu'à dépasser le supportable dans certains quartiers, tous ceux qui en ont la possibilité les quittent et cet état de fait ne fait qu'aggraver la situation. Ce "mal vivre" a atteint un tel degré qu'il remet en cause l'équilibre de toute la société. (Nous ne reviendrons pas sur l'historique placé en page 2 car il était nécessaire à la compréhension de nos recherches.)

Le Développement Social Urbain est une tentative de réponse à cet état de fait, le problème était complexe, crises multiformes aux causes multiples aussi. La réponse n'a pas été un montage administratif simple mais plutôt un état d'esprit, une démarche, une façon d'aborder le problème.

Il a été difficile de trouver des catégories pertinentes, s'excluant les unes les autres alors que les documents avaient été sélectionnés sur des sujets très proches. Certaines divisions, satisfaisantes intellectuellement ne permettaient d'isoler que quelques références. Des documents traitent de façon pertinente de plusieurs sujets à la fois. Nous avons opté pour une présentation pragmatique tenant compte des références collectées, avec citation de certains documents dans plusieurs catégories lorsque cela était justifié.

On distinguera d'abord tout ce qui concerne la politique de développement social urbain en général:

D'abord dans une perspective historique, évolution de la démarche qui passe d'une option de réhabilitation des logements à une mobilisation de tous les acteurs d'un quartier pour enfin mobiliser toute la ville. On trouvera p.4 un article particulièrement synthétique sur le sujet : "La décennie gâchée des grands ensembles."

On trouvera ensuite les articles sur la démarche, au sens "noble" du terme, le point de vue des politiques, les grandes orientations en particulier rapports Dubedout, Rocard, Delarue. Puis les références sur les outils élaborés cf l'article "30 ans d'administration de la ville, 3 ans de politique de la ville" cité p.17. puis leur mise en oeuvre sur le terrain : nombreuses rencontres de professionnels pour débattre et échanger leurs expériences au niveau application.

Des documents parlent ensuite des acteurs, les professionnels du DSU et de leurs formations. La démarche était novatrice, très vite on a voulu mesurer les résultats pas toujours faciles à évaluer. On a gardé enfin quelques documents à caractère culturel dans la rubrique "Littérature".

Dans la deuxième partie, on a isolé des thèmes plus faciles à identifier, certains aspects particuliers des opérations.

Tout d'abord, la participation des habitants, les premiers concernés et la pierre de touche des opérations.

Dans "Intégration" seront regroupées les analyses sociologiques sur les différents groupes : petite enfance, femmes, jeunes, sur les minorités ethniques et leur communication ou leurs difficultés à vivre ensemble, problème d'exclusion, de solidarité...

Sous le chapitre "Education", on trouvera la réflexion et les actions entreprises au niveau de l'école à l'intérieur des ZEP.

La réflexion s'est aussi portée sur les services publics, leurs difficultés de fonctionnement et leur importance dans un processus de réhabilitation. (voir le rapport Picard p;34,- voir aussi les acteurs du DSU.)

Ensuite thème de la sécurité, du logement social majoritaire si ce n'est exclusivement présent et de sa gestion puis des commerces et activités économiques dont la présence contribue à l'équilibre global enfin des espaces publics et de l'environnement.

Un récapitulatif des textes officiels et rapports officiels est placé à la fin étant donné leur importance dans notre recherche et leur dispersion à travers les rubriques.

Nous avons aussi trouvé intéressant de joindre une liste de vidéocassettes repérées sur le sujet.

## **PLAN DE CLASSEMENT DE LA BIBLIOGRAPHIE**

### **I LE DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN.(gestation, démarche, mise en oeuvre)P.11**

1/ HISTORIQUE	P.11
2/ POLITIQUE	P.12
3/ OUTILS	P.16
4/ MISE EN OEUVRE	P.17
5/ ACTEURS	P.21
6/ EVALUATION	P.24
7/ LITTERATURE	P.26

### **II ASPECTS PARTICULIERS DES OPERATIONS**

1/ PARTICIPATION DES HABITANTS	P.27
2/ IMAGE, REPRESENTATIONS COLLECTIVES, VOTE	P.28
3/ INTEGRATION SOLIDARITE	P.29
Analyse sociologique, problèmes posés par les minorités.	
3.1 Immigrés	P.31
3.2 Jeunes	P.32
4/ EDUCATION	P.33
5/ SERVICES PUBLICS	P.33
6/ SECURITE	P.35
7/ LOGEMENT SOCIAL	P.36
8/ COMMERCE ET ACTIVITES ECONOMIQUES	P.38
9/ ESPACES PUBLICS, ENVIRONNEMENT	P.39

# I LE DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN : GESTATION, DEMARCHE, MISE EN OEUVRE

## HISTORIQUE

**GUGLIELMO (RAYMOND), MOULIN (BRIGITTE) et RONAI (SIMON).**- Les grands ensembles et la politique. La crise des grands ensembles et les nouvelles politiques municipales-in : HERODOTE. DEC.1986. N°43. pp;39-89.

*Résumé:* ANALYSE GEOPOLITIQUE DE LA CONSTRUCTION, NAGUERE, DES GRANDS ENSEMBLES DE BANLIEUE. CETTE DERNIERE SEREVELE LE PRODUIT DE PLUSIEURS LOGIQUES, PRINCIPALEMENT CONVERGENTES, PARFOIS MEME CONFONDUES, MAIS AUSSI CONTRADICTOIRES A L'OCCASION : CELLES DES PRODUCTEURS (INDUSTRIALISATION DU BATIMENT), DES PROMOTEURS, DE L' ETAT (DEBARRASSER LA CAPITALE DES ELEMENTS "INDESIRABLES" DE SA POPULATION) ET DES COLLECTIVITES LOCALES (RENFORCER AUTOUR DE PARIS UNE "CEINTURE ROUGE", D'OU UNE SUBMERSION BRUTALE DANS LES COMMUNES D'ACCUEIL). MAIS ON ASSISTE A UN REMANIEMENT DE LA GEOGRAPHIE DES BANLIEUES PAR LES INTERVENTIONS SUCCESSIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE CONTRE LAPAUPERISATION DES GRANDS ENSEMBLES (OPERATIONS HVS, COMMISSION CNDSQ). LE 2E ARTICLE ANALYSE LE PROCESSUS COMPLEXE QUI A CONDUIT LES MUNICIPALITES DE GAUCHE A S' INTERROGER SUR LES RESULTATS DE LEUR POLITIQUE DU LOGEMENT ET A MODIFIER RADICALEMENT LEUR PROGRAMME DE CONSTRUCTION DELOGEMENTS SOCIAUX.

**JACQUIER (CLAUDE).**- Sites urbains en mutation: Territoires et trajectoires.- PARIS, L'HARMATTAN : 1990.

*Résumé:* Evolution des quartiers anciens, plan construction 1982.

**JACQUIER (CLAUDE).**- Le développement social urbain. Lutte contre l'exclusion urbaine ou ruse technocratique.- in : TEMPS MODERNES.. DEC. 1991-JANV. 1992.. NO 545-546.. PP.164-179. (NUMERO SPECIAL BANLIEUES RELEGATION OU CITOYENNETE)

*Résumé:* ARTICLE RETRACANT LES ORIGINES ET L'EVOLUTION DE LA POLITIQUE DE LA VILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN. DESANNEES 1960 A NOS JOURS SONT PASSEES EN REVUE LES ETAPES MARQUANTES DE L'ACTION SOCIALE DANS LES QUARTIERS DEFAVORISES.

**MOTTE (ALAIN).**- The challenges of European integration for urban planning: The french case. In: Town and country planning summer school, 7-18 September 1991, University of York.- in : PLANNER. (GBR). 13 DEC. 1991.- . VOL. 77, NO 40. PP.16-18.

*Résumé:* PENDANT LES ANNEES 80, LA FRANCE A EXPERIMENTE UN PROCESSUS DE TRANSFORMATION POUR S'ADAPTER AUDEFI DE L'INTEGRATION EUROPEENNE:PERFORMANCES ECONOMIQUES, INEGALITES SOCIALES, QUALITE DE L'ENVIRONNEMENT. L'ETUDE EXAMINE LES CHANGEMENTS DE LA FRANCE DURANT CES ANNEES 80 ETQUELLES POLITIQUES URBAINES ONT ETE MENEES POUR FAIRE FACE AUX DEFIS EUROPEENS.

**TOUBON (JEAN-CLAUDE) et TANTER (ANNICK).**- Les grands ensembles et l'évolution de l'intervention publique.- in : HOMMES ET MIGRATIONS. DOCUMENTS. OCT. 1991. NO 1147. PP.6-18.

*Résumé:* POUR COMPRENDRE LES PHENOMENES SOCIAUX OBSERVES A L'HEURE ACTUELLE ET LES OBJECTIFS POURSUIVIS PAR LES POLITIQUES PUBLIQUES,IL EST NECESSAIRE DE REPLACER CES ELEMENTS DANS \_UNE PERSPECTIVE HISTORIQUE.

Villes et banlieues, d'hier et d'aujourd'hui.- in : ETUDES. SEPT. 1991. TOME 375, NO 3. PP.191-201.

*Résumé:* AU XIX SIECLE DEJA, LES FAUBOURGS AVAIENT MAUVAISE REPUTATION,PROBLEMES SOCIAUX, EN PARTICULIER CHEZ LES JEUNES: ECHEC SCOLAIRE,PEUR DU LENDEMAIN, CHOMAGE, DROGUE.

La ville ensemble.- in : URBANISMES ET ARCHITECTURE. Mai 1991. N° 247. PP. 30-85..

*Résumé:* LA CIVILISATION URBAINE EST EVOQUEE ICI DANS SES MULTIPLES FACETTES. EN ABORDANT DE FRONT LE PROBLEME DES BANLIEUES FRANCAISES SOUS SON ASPECT SOCIAL ET DEMOGRAPHIQUE C'EST LE BESOIN DE DEVELOPPEMENT DE CES QUARTIERS DEFAVORISES QUI ESTMIS EN LUMIERE. LES DIVERSES INITIATIVES QUI EMERGENT DE TOUTE LA FRANCE SONT PRESENTEES EN PARTIE. MAIS AU DELA DE L'ACTUALITE DE LA VILLE, SON HISTOIRE AUSSI EST EVOQUEE A TRAVERS RENAUDIE L'ARCHITECTE, ELLIS ISLAND ET LOS ANGELES AUX ETATS-UNIS ET LE REGARD D'ANDRE CHOURAQUI SUR L'INTEGRATION EN FRANCE.

La décennie gachée des grands ensembles, dix ans après Dubedout.- in : URBANISMES ET ARCHITECTURE. OCT. 1991. NO 251. PP.34-85.

*Résumé:* UN BILAN DE LA POLITIQUE URBAINE SUIVIE DEPUIS DIX ANS, UN BILAN DE L'APPLICATION DES PROPOSITIONS DUBEDOUT DE 1982, UNE ANALYSE DU RAPPORT DELARUE, UNE ESQUISSE DE TYPOLOGIE URBAINE DES 148 QUARTIERS CONCERNES PAR DES CONTRATS DSQ, UN BILAN DES REALISATIONS DANS CES QUARTIERS, LES EXEMPLES DE LA ROCHELLE -MIREUIL ET DES BOSQUETS A MONTFERMEIL, COMPOSENT LE DOSSIER.

Des banlieues et des villes:dérives et eurocompétition.- PARIS, LES EDITIONS OUVRIERES : 1992. 271P..

*Résumé:* LES VILLES SONT LANCEES DANS LA COMPETITION EUROPEENNE, VILLES ET ENTREPRISES SONT LANCEES DANS L'AVENTURE DES GRANDS PROJETS.L'AUTRE POLE EST L'ABANDON DE QUARTIERS ENTIERES, CEUX DE L'URBANISATION PLANIFIEE DES ANNEE 60. AUJOURD'HUI, ILS'AGITD'EVITER QUE NE SE CREUSENT L'ECART ENTRE LES QUARTIERS PRESTIGIEUX DE LA VILLE ET LA DERIVE DES BANLIEUES.

## **POLITIQUE**

**DELARUE (JEAN-MARIE).**- La relégation. Rapport au ministre d'état, ministre de la ville et de l'aménagement duterritoire- PARIS, MIN. DE LA VILLE : S.D. NON PAG.

*Résumé:* SUGGESTIONS POUR RENOUVELER LE CHAMP ET LES METHODES DU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN.

Une politique d'aménagement en faveur des banlieues.- in : CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT. 1981. N°85. PP.11.

**UNION NATIONALE DES FEDERATIONS D'ORGANISMES D'H.L.M. . PARIS.-**

Vivre ensemble dans la cité: assises du 28 Octobre 1981.- PARIS, UNFOHLM : 1981.

*Résumé:* SOMMAIRE : HABITAT ET VIE SOCIALE: UNE PROCEDURE UTILE MAIS QU'IL FAUT AUJOURD'HUI DEPASSER; PAUVRETE ET PRECARITE: LE LOGEMENT SOCIAL DANS LE CONTEXTE D'UNE CRISE DURABLE; TROIS VILLES (GRENOBLE, MARSEILLE ET RENNES) S'INTERROGENT ET PROPOSENT DES PISTES NOUVELLES; ADAPTER ET RENOUVELER LE PATRIMOINE; L'INDISPENSABLE PARTICIPATION DES HABITANTS; AU PLUS PRES DES JEUNES; PLAN INTERIMAIRE: LES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS DEGRADES.

**COMMISSION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS. PARIS.-** Rapport au premier ministre.- PARIS, CNDQS : 1982. 116P..

*Résumé:* EN ANNEXE, ON TROUVE LA LISTE DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION, LA LISTE DES OPERATIONS INSCRITES EN 1982 DANS LE PROGRAMME NATIONAL, LE PROCESSUS D'ELABORATION DES PROGRAMMES LOCAUX DE DEVELOPPEMENT SOCIAL.

**FRANCE. URBANISME ET LOGEMENT (MIN.),FRANCE. TRANSPORTS (MIN.) et FRANCE. ENVIRONNEMENT (MIN.).-** Lettre Circulaire du 4-01-1982 sur

l'aménagement urbain études et opérations F.A.U.-H.V.S.- 1982, in : BO. MIN. URBANISME ET LOGEMENT. 1982. N°82-2 Bis TEXTE N°39.

**GAILLARDOT (LISETTE), GUINCHAT (PIERRE) et MANZINI (EZIO).**- Grands ensembles: réhabiliter c'est aussi transformer. Problèmes de qualité architecturaleet de dynamique sociale dans les interventions de réhabilitation en France.- in :

RECUPERARE. EDILIZIA DESIGN IMPIANTI. JUIL.AOUT 1983. PP.-232-239.

*Résumé:* APRES AVOIR ETABLI LA GENESE DE LA CREATION DES GRANDS ENSEMBLES EN FRANCE, L'ARTICLE DECRIT LES PROBLEMES POSES PAR LEUR DEGRADATION: DEGRADATION PHYSIQUE, MAIS AUSSIDES RAPPORTS SOCIAUX ENTRE LES DIFFERENTES CATEGORIES DE RESIDENTS. UN PROGRAMME D'INTERVENTION VISANT A REHABILITER 50 CAS CHOISIS POUR LA GRAVITE DE LEUR SITUATION S'ETAIT ATTAQUE A CES DEUX TYPES DE PROBLEMES. L'ARTICLE S'APPUIE SUR 3 CAS SIGNIFICATIFS POUR FAIRE COMPRENDRE LE TYPE DE DIFFICULTES RENCONTREES.

**DUBEDOUT (HUBERT).**- Ensemble refaire la ville. Rapport au premier ministre du président de la Commission Nationale pour le Développement Social des Quartiers.- PARIS, DOCUMENTATION FRANCAISE : \_1983. 122P.. (COLLECTION DES RAPPORTS OFFICIELS)

*Résumé:* IL Y A LES IMMIGRES MAIS AUSSI LES FRANCAIS LES PLUS PAUVRES, LES JEUNES SANS EMPLOI, LES FEMMES ISOLEES. ILS VIVENT DANS LES QUARTIERS VETUSTES ENCLAVES DANS LA VILLE OU DANS LES GRANDS ENSEMBLES BANLIEUSARDS REJETES DES CITES. REUSSIR LEUR INTEGRATION SOCIALE EST "LE DEFI" QUI DOMINERA LES QUINZE PROCHAINES ANNEES. UN AN APRES LA MISE EN PLACE DE LA COMMISSION CE RAPPORT EST REMIS. CE NE SONT DONC PAS DES CHANGEMENTS PROFONDS APPORTES OU SUSCITES EN UN AN QUI SONT PRESENTES DANS CE RAPPORT, ENCORE QUE DES EXPERIENCES INTERESSANTES SOIENT DEJA ENGAGEES ET QU'UN ESPOIR AIT PRIS FORME. CE RAPPORT PRECISE QUELLES DEVRAIENT ETRE LES PRINCIPALES ORIENTATIONS ET LES MODALITES D'UNE POLITIQUE NATIONALE.

La commission DUBEDOUT.- in : H.R. DE L'HABITAT SOCIAL. MAI 1983. N°85. PP.32-35.

**PESCE (R.).**- Développement social des quartiers. Bilans et perspectives 1981-1984- Rapport au premier ministre- PARIS, DOCUMENTATION FRANCAISE : JANV.1983. 122P.

**MAGLIONE (JEAN).**- Quartiers dégradés: des espaces à rétablir où une histoire à réhabiliter.- in : ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. 1984. N°21.

**LEFEBVRE (J-P.).**- Comment reconquérir les grands ensembles : y construire semble la meilleure solution...- in : MONITEUR DES TPB.. JUIN1984. N°25. PP.47-48.

**ASSOCIATION VILLE ET BANLIEUE.**- La ville reconquise. Livre blanc des maires des villes de banlieue des grandes villes de province.- PARIS, DOCUMENTATION FRANCAISE : 1985. 168P.

**TUPPEN (J. N.) et MINGRET (P.).**- Suburban malaise in french cities: the quest for a solution.- in : TOWN PLANNING R.. AVR. 1986. VOL. 57, N°2. pp:187-201.

*Résumé:* CES DERNIERES ANNEES, LA CROISSANCE URBAINE, EN FRANCE, S'EST ATTENUÉE ET DANS LES GRANDES VILLES, LE DECLIN DE LA POPULATION EST DEVENU UN TRAIT DES BANLIEUES D'APRES-GUERRE, PRINCIPALEMENT LES GRANDS ENSEMBLES. DES MESURES ONT ÉTÉ PRISES PAR LE GOUVERNEMENT, SURTOUT DEPUIS LA FIN DE 1981, POUR AMÉLIORER L' ENVIRONNEMENT ET LES CONDITIONS SOCIO-ECONOMIQUES DES GRANDS ENSEMBLES COMME LES MINGUETTES, A VENISSIEUX DANS LA BANLIEUE DE LYON.

**ICHER (BRUNO).**- Yves Dauge, mission...possible.- in : MURS MURS. FEV.1989. N°5. PP.32-35.  
*Résumé:* LA MISSION DE SAUVETAGE DES VILLES INTERVIENDRA, EN PRIORITE, SUR LES QUARTIERS LES PLUS SENSIBLES ET DISPOSERA DE MOYENS POUR REDUIRE LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE LES PROBLEMES D'HABITAT, DE CHOMAGE ET D'INSECURITE.

**FRANCE. VILLE (DELEGATION INTERMINISTERIELLE).**- Villes en marche: rencontre du développement social urbain, 28 Septembre 1990.- PARIS, CONSEIL NATIONAL DES VILLES : 1990. 17P..

**FRANCE. MISSION BANLIEUES 89 et FRANCE. VILLE (DELEGATION INTERMINISTERIELLE).**- Pour en finir avec les grands ensembles. Assises Banlieues 89. Bron, 4 et 5 Décembre 1990.- PARIS, DELEGATION MINISTERIELLE A LA VILLE : 1990. 191P..

*Résumé:* ENTRE LE DISCOURS D'OUVERTURE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET LE DISCOURS DE CLOTURE DU PREMIER MINISTRE, LES COMMUNICATIONS SONT REGROUPEES DANS TROIS TABLES RONDES. LA PREMIERE FAIT UN BILAN DE L'ACTION DANS LES GRANDS ENSEMBLES ET ANALYSE LES PERSPECTIVES OU LE MANQUE DE PERSPECTIVE QU'ON TROUVE DANS LES DOUZE COMMUNES EXAMINEES. LA SECONDE FAIT REFERENCE A LA VILLE REPUBLICAINE, A LA CITOYENNETE ET LA TROISIEME PRESENTE ET DISCUTE LA DECLARATION DU DROIT A L'URBANITE.



**FRANCE. PREMIER MINISTRE.- Circulaire n°3559 du 21 Fevrier 1990 relative à la politique des villes et du développement social urbain en 1990.- in : MONITEUR DES TPB.. 30 MARS 1990. SUPP. N° 4505. PP.10-23-24.**

*Résumé:* EN 1990 LA POLITIQUE INTERMINISTERIELLE DES VILLES PRENDRA TOUTE SON AMPLEUR APRES UNE PREMIERE ANNEE MARQUEE PAR LE RENOUVELLEMENT DES EQUIPES MUNICIPALES ET LA SIGNATURE DES CONTRATS DE PLAN. CETTE CIRCULAIRE PRECISE LES AJUSTEMENTS A APPORTER A LA CIRCULAIRE DU 22 MAI 1989 EN CE QUI CONCERNE LES PROGRAMMES TERRITORIAUX, LES PROGRAMMES COMPLEMENTAIRES ET LES PROGRAMMES NATIONAUX DE SOLIDARITE OU D'INNOVATION. ELLE PRECISE EGALEMENT LE ROLE DES PREFETS, ET DONNE LA LISTE DES QUARTIERS CONCERNES EN 1990 PAR DES CONTRATS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL ENTRE L'ETAT ET LES REGIONS.

**Le réveil des cités-dortoirs.- in : VIE PUBLIQUE. MAI 1991. N°213. PP.4-28..**

*Résumé:* LE MALAISE DES BANLIEUES S'AGGRAVE. MICHEL DELEBARRE, A LA TETE DU MINISTERE DE LA VILLE Y EST DIRECTEMENT CONFRONTE. UNE INTERVIEW DU MINISTRE EXPOSE SES CONVICTIONS ET SES PROJETS. PLUSIEURS ARTICLES SONT CONSACRES A DES QUARTIERS EN DIFFICULTE: VAL-FOURRE; LES BOSQUETS; LES INDES ET BOBIGNY. QUELQUES PROJETS DE REHABILITATION SONT PRESENTES.

**Je suis le ministre d'état du dysfonctionnement, c'est mon terrain de labour.- in : VIE PUBLIQUE. MAI 1991. P. 4-28,PHOT..**

*Résumé:* DANS LES BANLIEUES, LE MALAISE SUBSISTE EN DEPIT DES EFFORTS DE REHABILITATION ET DE LA LOI SUR LA SOLIDARITEURBAINE.

**BRUNET (SERGE), FOUREST (ALAIN) et REVERT (JEAN-FRANCOIS) et ali.- Les projets urbains dans les grands ensembles; séminaire de Lyon La duchère, 21-22 Mars 1991.- PARIS, DAUMELTM : 1991. 2 FASC., 20P. + NONPAG..**

*Résumé:* CHOIX POLITIQUE, CONCEPTION URBAINE ET POSITION DANS L'ESPACE, TELS SONT LES 3 ELEMENTS PRINCIPAUX QUI PERMETTENT UNE LECTURE CRITIQUE DU GRAND ENSEMBLE ET DONT LA PRISE EN COMPTE CONSTITUE UN PREALABLE A TOUTE DEMARCHE DE TRANSFORMATION ET DE PROJET URBAIN. LE SEMINAIRE DEVAIT EN EFFET PRECISER LES CONDITIONS A REMPLIR POUR QUE LES OBJECTIFS SUIVANTS (DIVERSIFIER, COMPLEXIFIER, METTRE EN VALEUR) CONDUISSENT A UNE TRANSFORMATION DU QUARTIER (EX: CELUI DE LA DUCHERE A LYON) ET A SON INSERTION DANS LA VILLE.

**Loi n°91-662du Juillet 1991 d'orientation pour la ville.- in : J.O. LOIS ET DECRETS. 19/7/1991. N° 167.P.9521.**

*Résumé:* LA LOI ABORDE SUCCESSIVEMENT LES POINTS SUIVANTS: EQUILIBRE DE L'HABITAT DANS LES VILLES ET LES QUARTIERS; MAINTIEN DE L'HABITAT NOTAMMENT A VOCATION SOCIALE DANS LES QUARTIERS ANCIENS; EVOLUTION URBAINE ET SOCIALE DES GRANDS ENSEMBLES; POLITIQUE FONCIERE.

**DELARUE (JEAN-MARIE).- Banlieues en difficulté: la reïégation; rapport au ministre d'état, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire.- PARIS, SYROS/ALTERNATIVES : 1991. 224 P..**

*Résumé:* SUITE A UNE ENQUETE DE PLUSIEURS MOIS AUPRES DE 300 ACTEURS, ELUS, MILITANTS D'ASSOCIATIONS, CHEFS DE PROJET, TRAVAILLEURS SOCIAUX, L'AUTEUR ANALYSE AVEC FINESSE LES CAUSES DE LA DEGRADATION DES BANLIEUES ET APPORTE DES PISTES POUR DE NOUVELLES PRATIQUES. CET OUVRAGE PERMET A LA FOIS DE POSER LES PROBLEMES POLITIQUES GENERAUX COMME LA DEFINITION D'UNE NOUVELLE CITOYENNETE, ET DE COMPRENDRE LES REFORMES DE FONCTIONNEMENT NECESSAIRES DES ADMINISTRATIONS CONCERNEES-ETAT ET COLLECTIVITES LOCALES-, POUR QU'IL SOIT MIS FIN A LA RELEGATION DONT SOUFFRENT AUJOURD'HUI LES HABITANTS DE CES QUARTIERS EN DIFFICULTES.

**ROCARD (MICHEL) et FRANCE. PREMIER MINISTRE.- La politique de la ville: communication du premier ministre. Et annexe n-1: Les villes et le développement social urbain.- PARIS, SN. : 1991. 2 VOL.. PP.27-37 ET NON PAGIN..**

*Résumé:* LE PREMIER MINISTRE PRESENTE LES GRANDES LIGNES ET LE DISPOSITIF DE LA NOUVELLE POLITIQUEURBAINE. EN ANNEXE FIGURENT DES PROPOSITIONS POUR UN PROGRAMME DE TRAVAIL INTERMINISTERIEL SUR LA VILLE ET LE DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN ARTICULEES AUTOUR DE PROGRAMMES D'ACTIONS A CARACTERE TERRITORIAL OU THEMATIQUE.

**Dossier législation. Parlez-moi de lov.**- in : HOMME ET L'ARCHITECTURE. NOV. DEC. 1991.-. NO 16 . PP. 15-29, PHOT..

*Résumé:* LA LOI D'ORIENTATION SUR LA VILLE DITE LOI LOV, VOTÉE EN JUILLET 1991 EST DESORMAIS UN ÉLÉMENT ESSENTIEL DE PLANIFICATION. AVEC POUR OBJECTIF ESSENTIEL DE LUTTER CONTRE LA SEGREGATION URBAINE, CES PRINCIPALES DISPOSITIONS VISENT À PLUS DE SOLIDARITÉS, PLUS DE MIXITÉ DES TISSUS ET PLUS DE MIXITÉ SOCIALE. PLUSIEURS PERSONNALITÉS RÉAGISSENT SUR CE TEXTE: YVES DAUGE, CHARGÉ DÉMISSION, JEAN DELLUS, GRAND PRIX DE L'URBANISME 1991, LES MAIRES DU PERREUX-SUR-MARNE ET D'EVRY, LA DIRECTRICE DE LA MISSION VILLE DE LA PRÉFECTURE DE RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE, L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'AMÉNAGEMENT D'EVRY, LE CAUE 94, LE DIRECTEUR DE L'INSTITUT FRANÇAIS D'URBANISME ET DES ARCHITECTES ENSEIGNANTS NOTAMMENT.

**FRANCE. VILLE (MIN.).- Circulaire du 8 Février 1991 relative à la mise en oeuvre de la politique de la ville et du développement social urbain en 1991.**- in : MONITEUR DES TPB.. 1ER NOV. 1991. SUPPL. NO 4588. PP. 367-368. (NON PARUE AU JO)

*Résumé:* CONTENU: 1-LES OBJECTIFS 2-CHAMPS D'APPLICATION ET MÉTHODE 3-DECONCENTRATION ET SIMPLIFICATION DES PROCÉDURES 4-REORGANISATION DU PROGRAMME "COMPOSITION URBAINE" ET DECONCENTRATION DES OPÉRATIONS "BANLIEUES 89".

**Projet de loi d'orientation pour la ville**- in : MONITEUR DES TPB. . 3MAI 1991. SUPPL. 4562. PP. 269-272 285-287.

*Résumé:* EXPOSÉ DES MOTIFS ET TEXTE DU PROJET DE LOI ADOPTÉ EN CONSEIL DES MINISTRES LE 24 AVRIL 1991.

**PEILLON (PIERRE).-La crise de la société urbaine: de la déchirure sociale.La crise de la société urbaine.**- in : ECONOMIE ET HUMANISME. JUIL. SEP. 1991. N°318. pp.32-35.

*Résumé:* LA POLITIQUE DE L'HABITAT URBAIN NE CONSISTE PAS SEULEMENT À PASSER DU BÂTI À LA POLITIQUE SOCIALE MAIS SUPPOSE LA MISE EN ŒUVRE DE MOYENS MULTIPLES ET CONVERGENTS EN VUE DE RECOMPOSER LE TISSU URBAIN FACILITANT AINSI L'ACCÈS À UNE VÉRITABLE CITOYENNETÉ URBAINE.

**ASSOCIATION REGIONALE INNOVATION URBAINE ET DEVELOPPEMENT LOCAL.- Nouvelles compétences, nouveaux métiers dans le développement social urbain. Compte-rendu de la journée d'étude du 18 Mai 1990.**- GRENOBLE, INUDEL : 1991. 95 P..

*Résumé:* EN 1ÈRE PARTIE, VUE D'ENSEMBLE SUR LA POLITIQUE NATIONALE DE LA VILLE ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN. DANS UN 2ÈME TEMPS, PROBLÈME DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES DANS LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN; TRANSFORMATION DES MÉTIERS ET CHOCS SUCCESSIFS ENTRAÎNÉS. EN 3ÈME PARTIE, COMMENT LES ACTEURS SUR LE TERRAIN VOIENT L'ÉVOLUTION DES COMPÉTENCES QU'ILS MOBILISENT DANS LEURS PRATIQUES PROFESSIONNELLES.

**JACQUIER (CLAUDE).- Voyage dans dix quartiers européens en crise.**- PARIS, L'HARMATTAN : 1991. 128P..

**RENDU (M.A.).- Point: la politique de la ville.**- in : LE MONDE. 12/3/92.

**VITAL-DURAND (B.).- L'Europe entrouvre une porte aux villes défavorisées, venant de Cork de Lisbonne ou des Mureaux, 25 maires se sont réunis 4 jours pour tenter d'intégrer les villes à la dérive dans une politique européenne. La commission de Bruxelles a promis de se pencher sur leurs cas en décembre prochain.**- in : LIBÉRATION. 8/10/1992. PP.36-37.

**RENDU (M.A.).- Décentraliser la politique de la ville.**- in : LE MONDE. 4/3/1992.

**LIENEMANN (M.N.).-La ségrégation urbaine.**- in : ÉTUDES FONCIÈRES. SEP. 1992. N°56. PP.9-11.

**30 ans d'administration de la ville, 3 ans de politique de la ville.-** in : C. DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE L'ADMINISTRATION. JUIN 1992. N° 103. PP.4-11.

*Résumé:* SONT DECRITS LES ACCORDS AVEC L'ETAT : DSQ, CONVENTIONS DE QUARTIER, CONTRAT DE VILLE, CONVENTION VILLE HABITAT...

**MEJEAN (PHILIPPE).- Des politiques publiques contractuelles-** in : INFORMATIONS SOCIALES. AVR.1992. N° 19. PP.36-43.

**FRANCE. VILLE (SECRETARIAT D'ETAT).- La politique de la ville: mémento/ secrétariatd'état à la ville.-** in : VILLES DIRECT. NOV.1992. N° 45. 22P.

**FRANCE. EQUIPEMENT LOGEMENT AMENAGEMENT DU TERRITOIRE TRANSPORTS (MIN.).- Circulaire n° 92-19 du 30 Mars 1992 relative aux programmes de référence prévus par la loi d'orientation pour la ville-** in : MONITEUR DES TPB.. 19 JUIN 1992.-. SUPPL. NO 4621. PP.361-363.

*Résumé:* CETTE CIRCULAIRE PRECISE LES PROCEDURES RELATIVES AUX PROGRAMMES DE REFERENCE RENDUS OBLIGATOIRES PAR LA LOI DANS CERTAINS QUARTIERS. ELLE DONNE DES INDICATIONS GENERALES SUR LEUR CONTENU ET METHODOLOGIES D'ELABORATION. EN PREALABLE SONT EXPOSEES LES FINALITES ET PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES PROGRAMMES DE REFERENCE AINSI QUE LES RESPONSABILITES DE L'ETAT A LEUR EGARD.

## OUTILS

**SPECTOR (THERESE) et ILE-DE-FRANCE. EQUIPEMENT (DIRECTION REGIONALE).- Informations et reflexions pour les ilots sensibles .9. Répondre aux problèmes sociaux: des procédures et adresses utiles.-** PARIS, D.R.E.I.F. : 1982. 67P..

**COSTIL (GUY).- Les ilots sensibles.-** in : FIF INFO. FEVR.1984. N°9. PP.2-11.

*Résumé:* CET ARTICLE REPRODUIT LE TEXTE DE L'INTERVENTION DE GUY COSTIL, CHARGE DE MISSION A LA COMMISSION PESCE, A LA JOURNEE "ILOTS SENSIBLES" ORGANISEE LE 26 JANVIER 1984 AU CENTRE SOCIAL ALFA DES MUREAUX PAR LA FEDERATION DES CENTRESSOCIAUX D'ILE-DE-FRANCE.

**DRAY (JULIEN), DUPUIS (JEAN-MARC) et TRICART (JEAN-PAUL).- Les politiques sociales transversales.-** PARIS, DOCUMENTATION FRANCAISE : 1986. 178P..

*Résumé:* RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL DU COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN SUR LA DEFINITION DES OUTILS D'EVALUATION DES POLITIQUES SOCIALES LOCALES TRANSVERSALES (DSU, CONTRATS-FAMILLE, PREVENTION DE LA DELINQUANCE...)REPERTOIRE DES OUTILS THEORIQUES DISPONIBLES POUR PROCEDER A CET EXERCICE D'EVALUATION AVEC DES FICHES PAR DOMAINES D'ACTION.

**COMMISSION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS. PARIS et UNION NATIONALE DES FEDERATIONS D'ORGANISMES D'H.L.M. . PARIS.- Quartiers: mode d'emploi.-** PARIS, CNDQS : 1988. NON PAGIN.. (DOSSIER PARU IN: "HLM AUJOURD'HUI"

**BONETTI (M.), MARGHERI (I.) et HUMBLOT (P.).- Méthodes de conduitedes opérations de réhabilitation. La programmation générative.-** PARIS-LA DEFENSE, DIR. DE LA CONSTRUCTION :1988. 185P.

*Résumé:* DOCUMENT DE TRAVAIL OPERATIONNEL VISANT A DEFINIR DES ORIENTATIONS POUR CONCEVOIR LA PROGRAMMATION ET LA REALISATION DES OPERATIONS, A FOURNIR DES INSTRUMENTS OPERATOIRES POUR CONDUIRE LES ACTIONS DE REHABILITATION.

**MASSON (J.), MASSON (G.) et CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS. PARIS.- Guide du développement local et du développement social.-** PARIS, L'HARMATTAN : MAI 1989. 164P.. (COLLECTION LOGIQUES SOCIALES)

**CREPAH, LYON et A.R.R.A. (ASSOCIATION REGIONALE D'HLM RHONE ALPES).- Dossier DSQ, Guide.-** LYON, CREPAH : AVR.1990. PAGIN. MULT..

*Résumé:* GUIDE D'ELABORATION D'UNE CHARTE DSQCHARTES D'OBJECTIFS DSQDSQPROGRAMME D'ACTION POUR 1990\_FICHES ACTIONS 1990 DESTINEES A L'AVENANT ANNUEL DSQASSISTANCE A L'ELABORATION DES CHARTES D'OBJECTIFS DE DSQ SUR 4 SITES PILOTES.

**MORA (B.), PEILLON (PIERRE) et CREPAH, LYON et ali.- Restructuration urbaine des quartiers, guide méthodologique.** - [LYON], U.N.O.F.O.H.L.M. : [1991]. 61P..

*Résumé:* I LES ENJEUX II LES ETAPES : ELABORATION DU PROJET URBAIN, STRATEGIE DE COMMUNICATION DE QUARTIER, MISE EN OEUVRE.

**WADE (ELVIRE).- Contrats de ville-** GRENOBLE, IUG : 1991. 28P..

*Résumé:* LES VILLES LIEUX PRIVILEGES DU REGROUPEMENT DES FONCTIONS TERTIAIRES APPARAISSENT A L'HEURE EUROPEENNE COMME LE MOTEUR DE DEVELOPPEMENT DE LA FRANCE. PRESENTATION DE LA POLITIQUE URBAINE : PRINCIPES, OUTILS, MOYENS.. EXEMPLE DE SAINT-DIE DANS LES VOSGES.

**L'effort financier en faveur des villes et du développement social urbain.** - in : NOTES BLEUES DU MIN. ECONOMIE ET FINANCES. 25 NOV.- 1ER DEC. 1991. NO 568. 10 P.

*Résumé:* CE DOCUMENT ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1992 RAPPELLE LES OBJECTIFS ET LES CONDITIONS DE MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE DES VILLES ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN. IL RECAPITULE LES DIFFERENTES COMPOSANTES DE L'EFFORT FINANCIER CONSENTI EN 1990, 1991 ET PREVU POUR 1992 PAR L'ETAT ET SES PRINCIPAUX PARTENAIRES.

**30 ans d'administration de la ville, 3 ans de politique de la ville.** - in : C. DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE L'ADMINISTRATION. JUIN 1992. N°103.PP.4-11.

*Résumé:* SONT DECRITS LES ACCORDS AVEC L'ETAT : DSQ, CONVENTIONS DE QUARTIER, CONTRAT DE VILLE, CONVENTION VILLE HABITAT...

**CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS. PARIS et FRANCE. VILLE (DELEGATION INTERMINISTERIELLE).- Programme développement solidarités: prêts projets urbains bilan 1991.** - PARIS, CDC : 1992. 95 P..

*Résumé:* SYNTHESE GENERALE, ANALYSE ET COMMENTAIRES, FICHES REGIONALES (25 REGIONS), LES PPU DE 1989 01992.

**Protocoles Villes-Entreprises** - in : VILLES DIRECT. OCT. 1992. N° 44.PP.6-8.

*Résumé:* RAPPEL DU CONTENU ET DE L'ESPRIT DES PROTOCOLES VILLES-ENTREPRISES. PLUSIEURS EXEMPLES

## **MISE EN OEUVRE**

**HUMBERT (ARLETTE).- Un exemple de l'agglomération lyonnaise : les Minguettes.**  
**In: quel avenir pour les grands ensembles, actes du colloque tenu le mardi 10 Juin 1986.** - in : C. DU CREPIF. DEC.1986. N°17. PP.55-66.

*Résumé:* L'AUTEUR, CHARGE DE MISSION AUPRES DE JEAN RIGAUD, PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE LYON, ANALYSE LES PREMIERS SIGNES POSITIFS DE LA POLITIQUE VOLONTARISTE VISANT L'INTEGRATION DES MINGUETTES A LA VILLE DE VENISSIEUX. CECI EST D'AILLEURSEN COURS, PARADOXALEMENT PAR L'ECLATEMENT DE LA NOTION DES MINGUETTES ET LA NAISSANCE DE LA REALITE DE CHACUN DES QUARTIERS QUI COMPOSENT LE GRAND ENSEMBLE. L'EQUILIBRE DE CES QUARTIERS PEU A PEU SE TROUVE, FAISANT D'UN HANDICAP DE DEPART (LA MULTIPLICITE DES DECIDEURS ET DES GESTIONNAIRES) UNE RICHESSE POUR L'AVENIR.

**UNION NATIONALE DES FEDERATIONS D'ORGANISMES D'H.L.M. . PARIS.- Vivre ensemble dans la cité; assises du 28 Octobre 1981.** - PARIS, UNFOHLM : 1981.

*Résumé:* SOMMAIRE : HABITAT ET VIE SOCIALE: UNE PROCEDURE UTILE MAIS QU'IL FAUT AUJOURD'HUI DEPASSER; PAUVRETE ET PRECARITE: LE LOGEMENT SOCIAL DANS LE CONTEXTE D'UNE CRISE DURABLE; TROIS VILLES (GRENOBLE, MARSEILLE ET RENNES) S'INTERROGENT ET PROPOSENT DES PISTES NOUVELLES; ADAPTER ET RENOUVELER LE PATRIMOINE; L'INDISPENSABLE PARTICIPATION DES HABITANTS; AU PLUS PRES DES JEUNES; PLAN INTERIMAIRE: LES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS DEGRADES.

**SANTEL (GILBERT), LERAY (RUDY) et ILE-DE-FRANCE. EQUIPEMENT (DIRECTION REGIONALE).- Informations et reflexions pour les ilots sensibles.**

Fiche n°0 : Mémento des principales lignes d'action- PARIS, D.R.E.I.F.: 1981. 6P.. (COLLECTION INFORMATIONS ET REFLEXIONS POUR LES ILOTS SENSIBLES)

*Résumé:* CE DOCUMENT ENUMERE LES DIVERSES QUESTIONS PERMETTANT D'ETABLIR UN DIAGNOSTIC ET DES ESQUISSES DE SOLUTIONS DANS LES QUARTIERS RECENTEMENT RETENUS "ILOTS SENSIBLES". IL MET L'ACCENT SUR LES PROBLEMES SOCIAUX RENCONTRES LES PLUS GRAVES POUR LES RESIDENTS ET LES PLUS DIFFICILES A RESOUDRE.

**QUERRIEN (ANNE).- Echec et solidarité. Recherches-Actions vers une comptabilité sociale locale.** - in : ACTIONS ET RECHERCHES SOCIALES. DEC.1982. NOUV. SERIE, VOL.9, N°4. PP.143-149.

*Résumé:* LES RECHERCHES-ACTIONS SUR LA COMPTABILITE SOCIALE LOCALE SE DONNENT POUR OBJECTIF D'APPUYER LES TRAVAILLEURS SOCIAUX ET L'ENSEMBLE DE LEURS INTERLOCUTEURS LOCAUX, ACTUELS OU POTENTIELS, DANS LA GESTION COLLECTIVE DES PROBLEMES DE PRECARITE ET DE PAUVRETE.

**FRANCE. URBANISME ET LOGEMENT (MIN.), FRANCE. TRANSPORTS (MIN.) et FRANCE. ENVIRONNEMENT (MIN.).- Les quartiers d'habitat social. 1.ère partie.** - in

: CORRESPONDANCE MUNICIPALE. OCT.1982. N°231. PP.4-44.

*Résumé:* LES QUARTIERS D'HABITAT SOCIAL: - PROBLEMATIQUE DES QUARTIERS DIFFICILES; - VIVRE ENSEMBLE DANS LA CITE: ASSISES POUR L'AVENIR DES QUARTIERS D'HABITAT SOCIAL, BILAN DES OPERATIONS HABITAT ET VIE SOCIALE, LES INNOVATIONS A TRAVERS CES OPERATIONS, LES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS DEGRADEES, DANS LE PLAN INTERIMAIRES; - LA COMMISSION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS.

**TANTER (ANNICK), TOUBON (JEAN-CLAUDE) et INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME DE LA REGION D'ILE DE FRANCE. PARIS.- Stratégies de transformation sociale des secteurs dévalorisés. L'utilisation locale de la procédure H.V.S..** - PARIS, I.A.U.R.I.F. : 1983. 140P.. (ETUDE FAITE POUR LE COMPTE DU PLAN-CONSTRUCTION SOUS LA

DIRECTION DE J. BERTHET, DHE.NORD. D2-163)

*Résumé:* QUELLES FORMES ONT PRIS LES POLITIQUES DEREVALORISATION SOCIALE S'APPLIQUANT AUX ENSEMBLES HLM CONSIDERES COMME OBSOLETES? TROIS STRATEGIES SONT IDENTIFIEES. POUR ETUDIER LEURS CONSEQUENCES SUR CERTAINS GROUPES SOCIAUX, UNE QUINZAINE D'OPERATIONS "HABITAT ET VIESOCIALE" ONT ETE RETENUES.

**HOMINAL (JEANNE).- Technologies sociales en quartiers nouveaux.** - in : ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. 1983. N°17.

**CENTRE D'ETUDES TECHNIQUES DE L'EQUIPEMENT DE LYON. BRON.- Réhabilitation des quartiers d'habitat social : Journées organisées par le centre de formation du personnel communal, 25-26-27 Avril 1984 à Besançon.** - L'ISLE D'ABEAU, CETE DE LYON : 1984. 174P..

*Résumé:* CONFRONTATION ENTRE DIFFERENTS POINTS DE VUE, LORS D'UN STAGE CFPC, SUR LA REHABILITATION DES QUARTIERS D'HABITAT SOCIAL: BATI, ESPACES EXTERIEURS, EQUIPEMENTS, ACTION SOCIALE, ANIMATION, GESTION.

**Habiter dans les quartiers. Echos du forum.** - in : ENSEMBLES. NOV.1984. N°4.12P.. (BULLETIN DE LA CNDQS. NUMERO SPECIAL)

*Résumé:* COMPTE-RENDU DU FORUM : RODOLPHE PESCE: DE L'INITIATIVE ET DE L'IMAGINATION; ANDRE MARTIN (UNHLM): UNE NOUVELLE GESTION URBAINE; UN ENGAGEMENT SIGNIFICATIF DE LA CDC; COUP DE THEATRE AU FORUM; ATELIERS: GESTION SOCIALE ET DEVELOPPEMENT DES QUARTIERS, POLITIQUES DE L'HABITAT AU NIVEAU LOCAL, LES JEUNES ET LE LOGEMENT, DE LA REHABILITATION DES LOGEMENTS...A LA VILLE, LOGEMENT ET VIE SOCIALE, POLITIQUES DES LOYERS ET DEVELOPPEMENT SOCIAL, LES LOGEMENTS EXISTANTS, QUEL DEVENIR?, LES HABITANTS ACTEURS DU CHANGEMENT, MYTHE OU REALITE?, POLITIQUES D'HABITAT POUR LES QUARTIERS ANCIENS.

**COMMISSION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS. PARIS.- Dossier : des quartiers pour y vivre: reconquête urbaine des grands ensembles.**- in : ENSEMBLES. NOV.1984. N° 4.

*Résumé:* SERIE DE NOTES DE LA COMMISSION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS SUR: LA REHABILITATION DE L'HABITAT, LES 2 JOURNEES "RECONQUETE URBAINE DES GRANDS ENSEMBLES", PROJETS URBAINS ET QUARTIERS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL.

**ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION . PARIS.- Crises et solidarité. Groupe 6: les quartiers sensibles.** - PARIS, E.N.A. : 1984. 85P..

*Résumé:* L'ETUDE S'ARTICULE AUTOUR DE QUATRE AXES: LES MODALITES D'UNE INTERVENTION ACTIVE DES HABITANTS, LE DEVELOPPEMENT D'UNE GESTION SOCIALE DE L'HABITAT, L'AFFINEMENT DE LA POLITIQUE DES ZONES D' EDUCATION PRIORITAIRE, L'ELABORATION D'UNE ACTION CULTURELLE ADAPTEE.

**QUERRIEN (ANNE), FOUREST(ALAIN) et ION (Jacques) et ali.- Développement social des quartiers**- in : ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. AVR.1985. N°26. PP.3-113.

*Résumé:* NUMERO SPECIAL

**Quel avenir pour les grands ensembles? Actes ducolloque tenu le mardi 10 Juin 1986.**- in : C. DU CREPIF. DEC. 1986. N° 17. 136P..

*Résumé:* SARCELLES, LE PREMIER GRAND ENSEMBLE, A-T-IL ACCÉDE A LA DIGNITE DE NOUVELLE VILLE? IL FALLAIT, A L'ORIGINE, LOGER D'URGENCE DES GROUPES PEU FORTUNES ET AUCUNE EXPERIENCE PREALABLE N'EXISTAIT EN FRANCE. IL EN EST RESULTE LE PREMIER SARCELLES, CIBLE DES CRITIQUES. POURTANT, AU DELA DE CETTE IMAGE TROP REPANDUE, UNE REALITE PLUS PROFONDE SE DESSINE. FACE A LA DIVERSITE DE SA POPULATION, A LA QUALITE DISCUTABLE DE LA CONSTRUCTION, A L' ABSENCE DE PLAN GENERAL PREALABLE, SARCELLES A REAGI EN CREANT DES EQUIPEMENTS ET DES ESPACES VERTS. CELA SERA-T-IL UN CIMENT SUFFISANT POUR FABRIQUER UNE UNITE URBAINE? LE RAPPROCHEMENT AVEC D'AUTRES GRANDS ENSEMBLES FRANCAIS, BRITANNIQUES OU ESPAGNOLS MONTRE LA DIFFICULTE D'ETRE DES URBANISTES MODERNES DANS LA GRANDE VAGUE D'URBANISATION DU VINGTIEME SIECLE.

**CLOUT (HUGH).- Neighbourhood project for urban rehabilitation in France : a progress report.**- in : PLANNING OUTLOOK. 1987. VOL. 30, N°2. pp:70-78.

*Résumé:* L'EXAMEN D'UN ECHANTILLON D'OPERATIONS MENEES DANS LE CADRE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS A ROUEN, DREUX, VENISSIEUX ET EN ILE-DE-FRANCO MONTRE QUE DES PROGRES ONT ETE ENREGISTRES EN CE QUI CONCERNE L'AMELIORATION DES LOGEMENTS, DES ESPACES PUBLICS ET DES EQUIPEMENTS RESIDENTIELS. MAIS DES PROBLEMES IMPORTANTS DE PAUVRETE, DE CHOMAGE ET DE RACISME SUBSISTENT DANS DE NOMBREUX GRANDS ENSEMBLES.

**COMMISSION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS. PARIS.- Gérer et transformer la ville. Colloque de Valence 24-25 Janvier 1987.**- PARIS, SYROS-ALTERNATIVES : 1988. 177P..

**FRANCE. VILLE (DELEGATION INTERMINISTERIELLE), ASSOCIATION DES MAIRES DES VILLES DE BANLIEUE DE FRANCE. PARIS et FEDERATION DES MAIRES DES VILLES MOYENNES.PARIS.- Bonheurs de villes: premières rencontres internationales sur la qualité urbaine, Chenove, Cote d'Or, 12 et 13 Janvier 1989. Compte-rendu des travaux.**- PARIS, A.M.V.B.F. : 1990. 102-13 P..

*Résumé:* PRESENTATION D'EXPERIENCES EN MATIERE D'AMELIORATION DE LA QUALITE DE LA VIE DANS LES AGGLOMERATIONS URBAINES, REUSSITES ET OBSTACLES A LA REALISATION.

**\_LELEVRIER C., PLICHON A. et INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME DE LA REGION D'ILE DE FRANCE. PARIS et ali.- Opérations de développement social: Atlas des 47 quartiers-** INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME DE LA REGION ILE DE FRANCE, PARIS : 1990. NON PAGIN..

*Résumé:* CET ATLAS PORTE SUR 47 QUARTIERS RETENUS PAR L'ETAT ET PAR LA REGION DANS LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT SOCIAL. IL RASSEMBLE LES DONNEES LES PLUS FACILEMENT ACCESSIBLES (PARFOIS ANCIENNES ET PRESENTEES SANS COMMENTAIRES) SUR L'ENVIRONNEMENT PHYSIQUE: SITUATION URBAINE, DESSERTE, LOGEMENTS... ET SOCIODEMOGRAPHIQUE: RECENSEMENT GESTION, FISCALITE... DE CES QUARTIERS. IL EST DESTINE AUX ACTEURS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE. (ADMINISTRATIONS, GESTIONNAIRES, ORGANISMES SOCIAUX, ETC.).

**BORIE (MARIE-HELENE) et TOURASSE (CORINNE).- Désenclaver les grands ensembles: un enjeu de cohésion sociale.**- PARIS, ECOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES : 1990. 70P..

*Résumé:* LE DESENCLAVEMENT DES GRANDS ENSEMBLES REPRESENTE UN ENJEU MAJEUR POUR LE DEVELOPPEMENT URBAIN DE L'ILE-DE-FRANCE. CETTE ETUDE EXAMINE LES ACTIONS A MENER A L'ECHELLE DU QUARTIER ET DE LA COMMUNE, PUIS DE L'AGGLOMERATION. ELLE ANALYSE ENSUITE LE ROLE DE L'ETAT (EQUIPEMENT). ELLE PROPOSE ENFIN QUELQUES OBJECTIFS A COURT ET A LONG TERME.

**VACHER (MARTINE).- Bilan des opérations D.S.Q.**- GRENOBLE, I.U.G. : 1990. NON PAGIN..

*Résumé:* LA 1ERE PARTIE DE CE DOCUMENT FAIT UN BILAN DES METHODES DE TRAVAIL DE LA POLITIQUE DE DSQ: PARTENARIAT, GLOBALITE, TERRITORIALITE, DISPOSITIF MUNICIPAL. LA 2EME PARTIE FAIT UN BILAN DES OPERATIONS DE DSQ: HABITAT, VIE ASSOCIATIVE, CULTURE, COMMUNICATION, ENSEIGNEMENT, DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE. LA 3EME PARTIE PRESENTE LES OPERATIONS DANS LA REGION RHONE-ALPES ET PLUS PARTICULIEREMENT CELLE DU QUARTIER MONTCHOVET A ST-ETIENNE.

**PIRON (OLIVIER) et FRANCE. CONSTRUCTION (DIRECTION).- Urbanisme et politique de l'habitat.**- PARIS, DIRECTION DE LA CONSTRUCTION : 1990.. 73 P., BIBLIOGR.

*Résumé:* LE RAPPORT CONSIDERE LES GRANDS ENSEMBLES COMME UN PROBLEME URBAIN SPECIFIQUE DEVANT FAIRE L'OBJET D'UNE POLITIQUE D'AMENAGEMENT ADAPTEE. IL EXAMINE LES ORIGINES DE LA SITUATION ACTUELLE DES GRANDS ENSEMBLES, CE QUI LES REND EXTERIEURS A LA VILLE ET LA PORTEE URBAINE DE LA PROCEDURE DE REHABILITATION ET CELLE DE DSQ. IL PROPOSE DE RECREER LES BASES D'UNE POLITIQUE URBAINE, DE DIVERSIFIER LES STATUTS D'OCCUPATION, D'INTEGRER LES GRANDS ENSEMBLES DANS L'ECONOMIE URBAINE, DE LIER LES POLITIQUES LOCALES DE L'HABITAT ET LES RESPONSABILITES URBAINES DES COMMUNES. POUR ATTEINDRE CES OBJECTIFS, IL FAUT METTRE EN PLACE LES BASES JURIDIQUES D'EVOLUTION DES GRANDS ENSEMBLES, CLARIFIER LES RESPONSABILITES ET FACILITER L'ACTION ET INSUFFER UNE DYNAMIQUE URBAINE DANS CHAQUE GRAND ENSEMBLE.

**UNION NATIONALE DES FEDERATIONS D'ORGANISMES D'H.L.M. .PARIS.- Développement social des quartiers: un enjeu pour les HLM.**- PARIS, UNFOHLM : 1991. 40 P., PHOT., ANN..

*Résumé:* CE DOCUMENT DECRIT LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES OPERATIONS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS ET DONNE DES EXEMPLES DU ROLE DES ORGANISMES HLM DANS CE TYPE DE DEMARCHE.

**BONETTI (MICHEL), CONAN (MICHEL) et ALLEN (BARBARA).- Développement social urbain: stratégies et méthodes. Préf. de Pierre Saragousi.**- PARIS, L'HARMATTAN : 1991.. 271 P. (COLL. "OBJECTIFS VILLE")

*Résumé:* L'EVALUATION DES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS A REVELE UNE GRANDE RICHESSE DE SAVOIR-FAIRE, QU'IL CONVENAIT DE CAPITALISER. A PARTIR DE 30 EXPERIENCES MENEES DANS 10 VILLES DE FRANCE, CET OUVRAGE ANALYSE LES CONDITIONS INDISPENSABLES POUR FAIRE DE L'AMELIORATION DU CADRE BATI OU DE LA RESOLUTION DES DIFFICULTES SOCIALES DE VERITABLES OCCASIONS DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES D'EXPRESSION, D'INITIATIVE ET D'ORGANISATION DES HABITANTS DE CES QUARTIERS. IL INSISTE SUR 2 ASPECTS TROP SOUVENT NEGLIGES: LA COOPERATION ENTRE ORGANISMES ET LEUR NECESSAIRE ADAPTATION.

**CHOQUER (GILLES).-Politique de la ville: une contribution des agences d'urbanisme au débat.-** SL., Sn : 1991. 11P..

*Résumé:* LES AGENCES D'URBANISME DRESSENT UN BILAN CONTRASTE DE LA POLITIQUE DE REQUALIFICATION URBAINE MENEÉ DEPUIS 1977, MONTRENT QUE LES PROCESSUS D'EXCLUSION SE PERPETUENT ET ELLES ESTIMENT QU'UNE POLITIQUE DE LA VILLE EFFICACE DOIT REPOSER SUR UN PLAN D'ACCOMPAGNEMENT ET DE GESTION DU DEVELOPPEMENT URBAIN DE L'AGGLOMERATION.

**ASSOCIATION DES MAIRES DE GRANDES VILLES DE FRANCE. PARIS et CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS. PARIS.- Villes: construire les solidarités, actes du colloque organisé à l'UNESCO le 23 Janvier 1992.-** PARIS, CAISSE DES DEPOTS : 1992 . 65 P..

*Résumé:* L'ACTION DANS LES QUARTIERS DEFAVORISES POUR L'INTEGRATION, COMMENT MIEUX REPENDRE A LA DEMANDE SOCIALE, LA COOPERATION ENTRE LES ACTEURS DU DEVELOPPEMENT SOCIAL, LA CONDUITE DE PROGRAMMES LOCAUX, SONT LES PRINCIPAUX THEMES TRAITES DANS CE COLLOQUE.

**CASTELAN (M.), MARPSAT (M.) et GOLDBERGER (M.F.).- Les quartiers prioritaires de la politique de la ville .-** PARIS, INSEE : 1/12/1992.

*Résumé:* CINQ CENTQUARANTE SIX QUARTIERS CONSIDERES COMME PRIORITAIRES PAR LA POLITIQUE DE LA VILLE, CE CONSTAT RESULTE D'UNE ANALYSE SPECIFIQUE A CES QUARTIERS REALISEE POUR LA PREMIERE FOIS A PARTIR DES RESULTATS DU RECENSEMENT DE 1990

**S.C.E.T.,PARIS.- Programme d'échanges DSQ. Journée du 10/1/92 "Economie, Insertion, Quartiers" organisée par Anne René-Bazin et Laure Soupa.-** PARIS, SCET : 1992. 35P..

**La ville dans les quartiers.-** in : HLM AUJOURD'HUI.. 1ER TRIM. 1992. NO 25. PP.31-63.

*Résumé:* AU-DELA \_DE LA REHABILITATION DES BATIMENTS ET DE L'AMELIORATION DES ESPACES EXTERIEURS, IL FAUT FAIRE EVOLUER LA STRUCTURE URBAINE, INTEGRER LE QUARTIER A LA VILLE. L'ETAT DOIT BATIR DE VERITABLES PROJETS DE DEVELOPPEMENT POUR LES QUARTIERS ET AMELIORER LES SERVICES PUBLICS. ENFIN, L'EMPLOI ET LA VIE ECONOMIQUE DOIVENT TROUVER LEUR PLACE DANS LES QUARTIERS. DES EXEMPLES DE PROJETS OU DE REALISATIONS ILLUSTRONT LA POLITIQUE DE LA VILLE.

## ACTEURS

**COMMISSION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS. PARIS .- Les processus administratifs et financiers à mettre en place pour la décentralisation de l'intervention sur les quartiers d'habitat social.**

**Propositions.-** SL., SN. : 1982. (RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA DECENTRALISATION)

*Résumé:* CETTE NOTE PROPOSE LES PROCESSUS ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS A METTRE EN PLACE POUR LA DECENTRALISATION DE L'INTERVENTION SUR LES QUARTIERS D'HABITAT SOCIAL AU NIVEAU COMMUNAL (COMMISSION LOCALE OPERATIONNELLE), AU NIVEAU DEPARTEMENTAL (CONSEIL GENERAL), AU NIVEAU REGIONAL (COMMISSION REGIONALE).

**COMMISSION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS. PARIS .- Projets urbains. Forum de Creil 18-19 Janvier 1984.-** PARIS, S.T.U. : 1984. 51 + 37 P..

*Résumé:* LE DOSSIER DE CE FORUM DE LA "COMMISSION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS" DITE COMMISSION PESCE CONTIENT: LA PRESENTATION DE LA COMMISSION, LES FICHES DES 22 OPERATIONS QU'ELLE PILOTE, LE CONTENU DE LA MISSION "BANLIEUES 89", UN BILAN DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS DEGRADÉS EN PICARDIE.



**FRANCE. EQUIPEMENT LOGEMENT AMENAGEMENT DU TERRITOIRE TRANSPORTS (MIN.).- Decret n° 88-1015 du 28 Octobre 1988 portant création d'un conseil national et d'un comité interministériel des villes et du développement social urbain et d'une délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain.**- in : J.O. LOIS ET DCRETS. 2-3 NOV. 1988. N° 257. 13798-13800.

*Résumé:* CETTE CIRCULAIRE RAPPELLE LES OBJECTIFS QUI JUSTIFIENT L'AUGMENTATION DE LA REDEVANCE ET PRECISE LES MODALITES DE MISE EN OEUVRE DE CETTE AUGMENTATION, TELLE QU'ELLE A ETE DECIDEE PAR LA LOI DU 29 DECEMBRE 1988 PRECISEE PAR LE DECRET DU 10 FEVRIER 1989.

**FRANCE. PREMIER MINISTRE.- Circulaire du 19 Juillet 1988: mission du délégué à la ville et au développement social urbain.** in : MONITEUR DES TPB. 23 SEPT. 1988. SUPPL 4426. P.20.

*Résumé:* CETTE CIRCULAIRE PRESENTE LA LETTRE DE MISSION ADRESSEE PAR LE PREMIER MINISTRE AU DELEGUE INTERMINISTERIEL A LA VILLE ET AU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN. CETTE LETTRE DEFINIT LES GRANDS THEMES DE LA MISSION PREPARATOIRE A LA MISE EN PLACE DE LA DELEGATION: RAPPROCHEMENT DES INSTANCES PARTENARIALES EXISTANTES, ROLE DU CIV, MISSION PROPRE DE LA DELEGATION ET ROLE PAR RAPPORT A D'AUTRES ORGANISMES CONCOURANT A L'INSERTION DES POPULATIONS EN DIFFICULTE, EXAMEN DES OUTILS DE L'ETAT ET RELANCE DU FONDS SOCIAL URBAIN.

**FRANCE. VILLE (DELEGATION INTERMINISTERIELLE) .- Installation du conseil national des villes et du développement social urbain.**- PARIS, D.I.V. : 1989. 245P..

*Résumé:* ENSEMBLE DES PRINCIPAUX DOCUMENTS QUI ONT MARQUE LES ETAPES DE LA REFLEXION ET DE LA CONCERTATION PREALABLES A LA DEFINITION D'UNE POLITIQUE NATIONALE DE LA VILLE. CE DOSSIER PRESENTE EGALEMENT LA NOUVELLE ORGANISATION INSTITUTIONNELLE MISE EN PLACE ET COMPORTE DES PROPOSITIONS EN COURS DE DISCUSSION, POUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL INTERMINISTERIEL DE L'ANNEE 1989.

**A.L.F.A., PARIS.- Les régies de quartier.**- PARIS, ALFA : 1989. 139P..

**DE GAULEJAC (V.), BONETTI (MICHEL) et FRAISSE (J.).- L'ingénierie sociale.**- PARIS, SYROS-ALTERNATIVES : 1989. 178P.

**FRANCE. VILLE (DELEGATION INTERMINISTERIELLE) et FRANCE. MISSION BANLIEUES 89.- Vers une civilisation urbaine; Assises de Nanterre, 20 et 21 mai 1989.**- PARIS, DELEGATION INTERMINISTERIELLE A LA VILLE : 1989. 215P..

*Résumé:* REFLEXIONS ET DEBATS AUTOUR DE CINQ THEMES: LE NOUVEAU POUVOIR DES MAIRES DEPUIS 1983, LES PROJETS POUR LA VILLE, VERS UNE CIVILISATION URBAINE, LES CONDITIONS POLITIQUES POUR L'EGALITE, LE GRAND PARIS.

**CONSEIL NATIONAL DES VILLES. PARIS.- Pour un institut du développement social européen.**- PARIS, CONSEIL NATIONAL DES VILLES : 1990. 32 P. (RAPP. DU GROUPE DE TRAVAIL PRESIDE PAR PAUL PICARD)

*Résumé:* ETUDE PREALABLE A LA CREATION D'UN INSTITUT EUROPEEN DU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN, DESTINE A ETRE UN ACCELERATEUR DES MUTATIONS, A ASSURER LE TRANSFERT DES ACQUIS ET A ACCOMPAGNER LES EVOLUTIONS, FACILITER LES ECHANGES AU NIVEAU EUROPEEN.

**ESCOLIN (BERTRAND).- Chefs de projet D.S.Q.: Vers une intégration.**- in : G. DES COMMUNES. 12 NOV. 1990. N° 1092-23. PP.19-22.

*Résumé:* COMMENT LA VILLE ELABORE-T-ELLE UNE OPERATION DSQ ET QUELS SONT LES PROFILS DES CHEFS DE PROJET RETENUS? FACE AU PROBLEME DE RECRUTEMENT DES CHEFS DE PROJETS, LA VILLE DOIT AVOIR UNE POLITIQUE GLOBALE. IL DEVIENT, EN EFFET, NECESSAIRE DE COORDONNER LES ACTIONS ADMINISTRATIVES ET SOCIALES DES MUNICIPALITES ET DE L'ETAT.

**INUDEL. GRENOBLE et FRANCE. EQUIPEMENT (MIN.).- Nouvelles compétences, nouveaux métiers dans le développement social urbain.**- GRENOBLE, 1990. 95P.

**MORALY (YVES).**- Formation au développement social urbain.- in : G. DES COMMUNES. MAI 1991. 1118. PP.26-29.

*Résumé:* LA REUSSITE DE LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS NECESSITE L'ETABLISSEMENT D'UN PROGRAMME DE FORMATION SPECIFIQUE POUR LES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE. CE DISPOSITIF DE FORMATION SERA MIS EN OEUVRE DANS LE CADRE D'UN PROTOCOLE D'ACCORD ENTRE LE CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE ET LA DELEGATION INTERMINISTERIELLE A LA VILLE.

**ASSOCIATION REGIONALE INNOVATION URBAINE ET DEVELOPPEMENT LOCAL.**- Nouvelles compétences, nouveaux métiers dans le développement social urbain. Compte-rendu de la journée d'étude du 18 Mai 1990.- GRENOBLE, INUDEL : 1991. 95 P..

*Résumé:* EN 1ERE PARTIE, VUE D'ENSEMBLE SUR LA POLITIQUE NATIONALE DE LA VILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN. DANS UN 2EME TEMPS, PROBLEME DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES COMPETENCES PROFESSIONNELLES DANS LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN; TRANSFORMATION DES METIERS ET CHOCS SUCCESSIFS ENTRAINEES. EN 3EME PARTIE, COMMENT LES ACTEURS SUR LE TERRAIN VOIENT L'EVOLUTION DES COMPETENCES QU'ILS MOBILISENT DANS LEURS PRATIQUES PROFESSIONNELLES.

**VERDIE (MINELLE).**- Dix milliards et des projets pour la ville: un entretien avec Pierre Saragousi.- in : HOMMES ET MIGRATIONS. DOCUMENTS. OCT. 1991.. NO 1147. PP.24-25.

*Résumé:* LE RESPONSABLE DU "PROGRAMME DEVELOPPEMENT SOLIDARITE" EXPLIQUE LE ROLE QUE LA CAISSE DES DEPOTS ENTEND JOUER DANS LE CADRE DES ACTIONS ENTREPRISES AU NOM DE LA POLITIQUE DE LA VILLE.

**CARRERE (GILBERT) et SALMONA (GERARD).**- La formation des fonctionnaires de l'état et la politique de la ville.- PARIS, MIN. DE LA VILLE : 1991. 57 P.

*Résumé:* ANALYSE DES DISPOSITIFS DE FORMATION EXISTANTS ET DE PROPOSITIONS POUR UNE FORMATION PLUS ADAPTEE AUX CONDITIONS SPECIFIQUES D'EXERCICE DES AGENTS DU SERVICE PUBLIC DANS LES QUARTIERS SENSIBLES, ET AUX ATTENTES DES POPULATIONS EN DIFFICULTE.

**FRANCE. VILLE (MIN.).**- Decret n° 91-328 du 29 Mars 1991 modifiant le décret n°88-1015 du 28 Octobre 1988 portant création d'un conseil national et d'un comité interministeriel des villes et du développement social urbain et d'une délégation interministérielle à la ville et au développement urbain.- in : J.O. LOIS ET DECRETS. 31 MARS 1991. N°78. P.4418.

**MONTANT (H.).**- Changer la ville pour changer la vie.- in : EQUIPEMENT MAGAZINE. SEPT. 1991. N°39. PP.25-30.

*Résumé:* L'ARTICLE PORTE SUR LA REORGANISATION DES DDE POUR ETRE PLUS EFFICACES EN MATIERE DE DSU.

La ville en mouvement.- in : HOMMES ET MIGRATIONS. DOCUMENTS. OCT. 1991. PP.2-44. NO 1147

*Résumé:* L'EVOLUTION DE L'INTERVENTION PUBLIQUE DANS LES GRANDS ENSEMBLES, L'ACTION DE LA CAISSE DES DEPOTS, LES PROPOSITIONS DE L'ASSOCIATION 75021, LES JEUNES DES BANLIEUES EN CRISE ET LEUR CULTURE, SONT LES GRANDS THEMES DEVELOPPES DANS CE DOSSIER.

Service des villes et D.S.U. Compte-rendu du séminaire organisé à Angers les 15-16 Novembre 1990 à l'ENACT.- PARIS, Ed. du CNFPT. : 1992. 223p..

*Résumé:* LES OPERATIONS DE DSU NE PEUVENT QUE FAIRE EVOLUER, LES MISSIONS, L'ORGANISATION, LES PRESTATIONS DES SERVICES PRESENTS DE LA VILLE AINSI QUE LES ROLES ET LES QUALIFICATIONS DE LEURS AGENTS. L'EVOLUTION DE CES SERVICES EST ANALYSEE AU TRAVERS DE 6 GRANDS THEMES: GESTION TERRITORIALE, PROBLEME DE LOGEMENT, ACTION SOCIALE, INSERTION, MANAGEMENT TERRITORIAL, EDUCATION. UNE CENTAINE DE VILLES FRANCAISES ONT CONTRIBUE A CE SEMINAIRE.

**GUENTCH (BRUNO).**- Qui pilote la politique sociale des quartiers?- in : G. DES COMMUNES. 16 MARS 1992. NO 1157. PP.22-26, PHOT.

*Résumé:* LES DISPOSITIFS D'AIDE AUX QUARTIERS EN DIFFICULTE SE SONT MULTIPLIES CES DERNIERES ANNEES MAIS ILS SE SONT AUSSI ACCUMULES CE QUI DIMINUE LEUR EFFICACITE. POUR RATIONALISER L'ENSEMBLE DES MESURES, LES COLLECTIVITES METTENT EN PLACE DES COORDINATIONS D'ACTION SOCIALE OU DE SANTE. EN S'APPUYANT SUR LA TRADITION ASSOCIATIVE OU BIEN SUR LA PERSONNALITE ET LA VOLONTE D'UN PROFESSIONNEL OU BIEN EN RENFORCANT LA FORMATION OU ENCORE EN ENGAGEANT UN AUDIT, LE STRAVAILLEURS SOCIAUX FONT PREUVE DE PRAGMATISME.

**FRANCE. VILLE et AMENAGEMENT DU TERRITOIRE. (MIN.).**- Comité interministériel des villes : une action concrète et durable.- in : VILLES DIRECT. 10 Mars 1992. N° 40. 2P..

**SPOHR (CLAUDE) et FRANCE. ARCHITECTURE ET URBANISME (DIR.).**- Projets urbains et grands ensembles.- in : TELEX DAU . JANV. 1992. . NO 33,. PP. 11-13.

*Résumé:* REFLEXIONS SUR LA CONDUITE DE PROJETS ET LES PRATIQUES OPERATIONNELLES DANS LES QUARTIERS DEFAVORISES. LEREAMENAGEMENT LOCAL ET LA STRATEGIE URBAINE, LE PAYSAGE ET L'INTEGRATION SPATIALE S'ARTICULENT ICI AUTOUR D'UN POLE DECISIONNEL (VILLE, MAITRE D'OUVRAGE), UN POLE TECHNIQUE (CONCEPTEUR) ET UN POLE HABITANTS-USAGERS.

## EVALUATION

**COMMISSION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS. PARIS.**- Rapport au premier ministre.- PARIS, CNDQS : 1982. 116P..

*Résumé:* EN ANNEXE, ON TROUVE LA LISTE DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION, LA LISTE DES OPERATIONS INSCRITES EN 1982 DANS LE PROGRAMME NATIONAL, LE PROCESSUS D'ELABORATION DES PROGRAMMES LOCAUX DE DEVELOPPEMENT SOCIAL.

**COMMISSION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS. PARIS.**- Bilandes opérations conduites en 1982 et en 1983.- PARIS, CNDQS : 1984.

*Résumé:* CE DOCUMENT CONTIENT: LES ELEMENTS POUR UN PREMIER BILAN DES OPERATIONS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS. L'ETAT D' AVANCEMENT DES PROGRAMMES.

**JESTIN (DOMINIQUE).**- Changer la ville sans changer la vie?- SL., SN : 1984. 162P.. (DESS URBANISME, UNIVERSITE PARIS VIII SOUS LA DIRECTION DE F. ASCHER)

*Résumé:* TRAVAIL CRITIQUE CONCERNANT LA POLITIQUE DU LOGEMENT SOCIAL EN FRANCE APRES LE 10 MAI 1981. L'AUTEUR, ADOPTANT UN TON POLEMIQUE, FAIT UNE ANALYSE DES TEXTES QUI ONT CONDUIT DES PROCEDURES D'HABITAT ET VIE SOCIALE A CELLES DE QUARTIER D'HABITAT SOCIAL. IL S'AGIT DE LA GESTION ET DE LA REHABILITATION DES GRANDS ENSEMBLES. L'AUTEUR PART DE L'HYPOTHESE QUE LE CHANGEMENT S'EFFECTUE DANS LA CONTINUITE. IL MET EN LUMIERE LES IDEES QUI PRESIDENT A LA MISE EN PLACE DE LA NOUVELLE POLITIQUE: IDEOLOGIE DU QUARTIER, PARTICIPATION DES HABITANTS, RESPONSABILITE ET INTERVENTION ECONOMIQUE DES COLLECTIVITES LOCALES ET MEILLEURE INFORMATION ENTRE LES DIFFERENTS INTERVENANTS. UNE CHRONOLOGIE DES TEXTES JURIDIQUES CONCERNANT LE LOGEMENT SOCIAL DE 1958 A 1983 SE TROUVE EN ANNEXE.

**COMMISSION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS. PARIS .**- Projets urbains. Forum de Creil 18-19 Janvier 1984.- PARIS, S.T.U. : 1984. 51 + 37 P..

*Résumé:* LE DOSSIER DE CE FORUM DE LA "COMMISSION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS" DITE COMMISSION PESCE CONTIENT: LA PRESENTATION DE LA COMMISSION, LES FICHES DES 22 OPERATIONS QU'ELLE PILOTE, LE CONTENU DE LA MISSION "BANLIEUES 89", UN BILAN DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS DEGRADES EN PICARDIE.

**DRAY (JULIEN), DUPUIS (JEAN-MARC) et TRICART (JEAN-PAUL).**- Les politiques sociales transversales.- PARIS, DOCUMENTATION FRANCAISE :1986. 178P..

*Résumé:* RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL DU COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN SUR LA DEFINITION DES OUTILS D'EVALUATION DES POLITIQUES SOCIALES LOCALES TRANSVERSALES (DSU, CONTRATS-FAMILLE, PREVENTION DE LA DELINQUANCE...)REPERTOIRE DES OUTILS THEORIQUES DISPONIBLES POUR PROCEDER A CET EXERCICE D'EVALUATION AVEC DES FICHES PAR DOMAINES D'ACTION.

**LEVY (FRANCOIS), LENOIR(NOELLE) et FRANCE. PLAN (COMMISSARIAT GENERAL).**- Bilan/perspectives des contrats de plan de développement social des quartiers.- PARIS, DOCUMENTATION FRANCAISE : 1989. 275P..

*Résumé:* BILAN DE LA POLITIQUE DE DSQ, SOUHAIT DE LA VOIR PRENDRE PLACE DANS LES CONTRATS DE PLAN DE LA 2E GENERATION, ET PROPOSITIONS PRECISES POUR AMELIORER LE DISPOSITIF.

**LACROIX (FRANCIS),MOORE (THOMAS) et FRANCE. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET ACTION REGIONALE (DELEGATION) et ali..**- Cent quarantuit quartiers. Bilan des contrats de développement social des quartiers du IXE plan 1984/1988.- PARIS, GROUPE CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS : 1990. 208P..

*Résumé:* BILAN DE 5 ANS D'EFFORTS CONJOINTS DE L'ETAT, DES REGIONS ET DES VILLES POUR LA REVITALISATION DES QUARTIERS DESHERITES.

**VACHER (MARTINE).**- Bilan des opérations D.S.Q.- GRENOBLE, I.U.G. : 1990. NON PAGIN..

*Résumé:* LA 1ERE PARTIE DE CE DOCUMENT FAIT UN BILAN DES METHODES DE TRAVAIL DE LA POLITIQUE DE DSQ: PARTENERIAT, GLOBALITE, TERRITORIALITE, DISPOSITIF MUNICIPAL. LA 2EME PARTIE FAIT UN BILAN DES OPERATIONS DE DSQ: HABITAT, VIE ASSOCIATIVE, CULTURE, COMMUNICATION, ENSEIGNEMENT, DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE. LA 3EME PARTIE PRESENTE LES OPERATIONS DANS LA REGION RHONE-ALPES ET PLUS PARTICULIEREMENT CELLE DU QUARTIER MONTCHOVET A ST-ETIENNE.

**BONETTI (MICHEL), CONAN(MICHEL) et ALLEN (BARBARA).**- Développement social urbain: stratégies et méthodes. Préf. de Pierre Saragousi.- PARIS, L'HARMATTAN : 1991. . 271 P. (COLL. "OBJECTIFS VILLE")

*Résumé:* L'EVALUATION DES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS A REVELE UNE GRANDE RICHESSE DE SAVOIR-FAIRE, QU'IL CONVENAIT DE CAPITALISER. A PARTIR DE 30 EXPERIENCES MENEES DANS 10 VILLES DE FRANCE, CET OUVRAGE ANALYSE LES CONDITIONS INDISPENSABLES POUR FAIRE DE L'AMELIORATION DU CADRE BATI OU DE LA RESOLUTION DES DIFFICULTES SOCIALES DE VERITABLES OCCASIONS DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES D'EXPRESSION, D'INITIATIVE ET D'ORGANISATION DES HABITANTS DE CES QUARTIERS. IL INSISTE SUR 2 ASPECTS TROP SOUVENT NEGLIGES: LA COOPERATION ENTRE ORGANISMES ET LEUR NECESSAIRE ADAPTATION.

Cartes postales pour un bilan. Régions, état des lieux- in : URBANISMES ET ARCHITECTURE. OCT 1991. NO 251. PP.54-65.

*Résumé:* UN ETAT DES REALISATIONS, DE LA SITUATION ACTUELLE ET DES URGENCES DANS LES 18 REGIONS OU SE TROUVENT LES 148 QUARTIERS AYANT FAIT L'OBJET D'OPERATIONS DSQ DANS LE CADRE DE CONTRATS DE PLAN ETAT-REGION DE 1984 A 1988.

**PERRET (BERNARD) et FRANCE. PLAN (COMMISSARIAT GENERAL).**- Outils, pratiques, institutions pour évaluer les politiques publiques: Actes du séminaire Plan-Ena, Avril-Juillet 1990.- PARIS, LA DOCUMENTATION FRANCAISE : 1991. 294 P.

*Résumé:* LE DEVELOPPEMENT DE L'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES, PRATIQUE COURANTE DANS CERTAINS PAYS, RELATIVEMENT NOUVELLE EN FRANCE, EST UN DES AXES DE LA POLITIQUE DE RENOUVEAU DU SERVICE PUBLIC. LES CONTRIBUTIONS A CE SEMINAIRE COUVRENT LES PRINCIPALES QUESTIONS TECHNIQUES ET INSTITUTIONNELLES QUE POSE L'EVALUATION. ELLES DONNENT UNE IMAGE ASSEZ COMPLETE DE L'ETAT ACTUEL DES PRATIQUES EVALUATIVES EN FRANCE ET A L'ETRANGER, DANS LA DIVERSITE DE LEURS APPROCHES ET DE LEURS APPROCHES METHODOLOGIQUES.

L'évaluation dans le développement social urbain. Compte-rendu de la rencontre interrégionale ( Auvergne, Bourgogne, Franche-Comté, Rhône-Alpes du 1/2/1991 a Vaulx-en Velin.- GRENOBLE, INUDEL : 1991. 146 P..

*Résumé:* ANALYSES AUTOUR DE LA LUTTE CONTRE LES INEGALITES SOCIALES ET DE L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DANS LES QUARTIERS DEFAVORISES DANS LE CADRE D'UNE JOURNEE DE TRAVAIL OU ETAIENT PRESENTS LES DIFFERENTS ACTEURS ET PARTENAIRES DE LAPOLITIQUE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN.

**CASTELAN (M.), MARPSAT (M.) et GOLDBERGER (M.F.)**- Les quartiers prioritaires de la politique de la ville .- PARIS, INSEE : 1/12/1992.

*Résumé:* CINQ CENT QUARANTE SIX QUARTIERS CONSIDERES COMME PRIORITAIRES PAR LA POLITIQUE DE LA VILLE, CE CONSTAT RESULTE D'UNE ANALYSE SPECIFIQUE A CES QUARTIERS REALISEE POUR LA PREMIERE FOIS A PARTIR DES RESULTATS DU RECENSEMENT DE 1990

## LITTERATURE

**LEBEL (JEAN-PATRICK)**- Notes pour Debussy(Lettre ouverte à Jean-Luc Godard).- PARIS, NEUF DE COEUR : 1987. 47P..

*Résumé:* EXTRAITS, SOUS FORME D'UNE LETTRE OUVERTE A JEAN-LUC GODARD. AUTEUR DUFILM "DEUX OU TROIS CHOSES QUE JE SAIS D'ELLE" TOURNE EN AOUT 1966 DANS LA "CITE DES 4000 LOGEMENTS" A LA COURNEUVE RETRACANT LA VIE DE CETTE CITE EN VOIE DE DEGRADATION SOCIALE, JUSQU'A LA DESTRUCTION PAR IMPLOSION EN FEV.1986 DELA "BARRE DEBUSSY". C'EST UN LONG METRAGE REALISE AVEC LA PARTICIPATION DE MARINA VLADY, CLAUDE MILLER ET DES HABITANTS DE LA CITE DES 4000, QUI A DONNE L'IDEE DE RASSEMBLER DIVERS TEXTES SUR DES REACTIONS D'HABITANTS, LES FONDEMENTS DE LA POLITIQUE DES GRANDS ENSEMBLES, LES NOUVELLES ORIENTATIONS FACE A LA DEGRADATION SUR TOUS LES PLANS DE CES ENSEMBLES HLM.

**ELIE (C.), SOUBEYRAN (P.) et BLERY (J.P.)**- Le roman de la ZUP- LYON, RHONE ALPES PREFECTURE : 1989. 60P.

**FRANCE. MISSION BANLIEUES 89**- 116 Réalisations - Manières de dire, manières de faire.- PARIS, MISSIONBANLIEUES 89 : Décembre 1989. 174 P..

**FRANCE. CULTURE (MIN.)**- Quartiers lumière! Petit guide pour la découverte de nouvelles aventures culturelles en milieu urbain : 18 mai-21 Juin.- [LYON], FAS : 1991. 32p.

**CHAPOUTOT (A.) et LACLOCHE (F.)**- Rencontres avec des citoyens extraordinaires: 12 expériences culturelles, artistiques et sociales en milieu urbain. Préface de R.LION.- PARIS, LE MONDE EDITIONS : 1992.

## **II ASPECTS PARTICULIERS DU D.S.U.**

### **PARTICIPATION DES HABITANTS**

**DUPUY (SABINE).**- Réhabilitation et modes d'appropriation dans les grands ensembles.- CRETEIL, INSTITUT D'URBANISME DE PARIS : SD.87P..

**COMMISSION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS. PARIS et FRANCE. VILLE (DELEGATION INTERMINISTERIELLE).**- Précis d'action concertée: le partenariat dans les opérations de développement social des quartiers.- PARIS, CNDQS : 1989. 64P..

*Résumé:* ANALYSE D'UNE QUINZAINE D'OPERATIONS "REUSSIES" DE PARTENARIAT,THEME RECURRENT DES OPERATIONS DSQ.

**FRANCE. VILLE (DELEGATION INTERMINISTERIELLE).**- Précis d'action concertée - Le partenariat dans les opérations de développement social des quartiers.- PARIS, D.I.V. : JUIL.1989. 64P..

**A.L.F.A.,PARIS.**- Les régies de quartier.- PARIS, ALFA : 1989. 139P..

**ALBANO (MARYLINE).**- La cité, une institution de conciliation des pratiques.- in : ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. 1990. N° 49.

**ANSELME (MICHEL) et CENTRE D'ETUDES DE RECHERCHES ET DE FORMATION INSTITUTIONNELLES DU SUD-EST. AIX-EN-PROVENCE .-** Entre logeurs et logés V : la médiation ambiguë.- MARSEILLE, CERFISE : SEPTEMBRE 1990.-. 71 P., BIBLIOGR.

*Résumé:* CET OUVRAGE DECRIT LES MOYENS OPERATIONNELS MIS EN PLACE DEPUIS 1980 POUR LA REHABILITATION DU PARC DE LOGEMENTS SOCIAUX TELS QUE LA MAITRISE D'OEUVRE SOCIALE (MOS). IL ETUDIE LA FACON DE TRAVAILLER DE CES EQUIPES, LES PROBLEMES TRAITES, LEURS LIEUX D'INTERVENTION.

**Municipalités et associations: démocratie de délégation, démocratie de participation.**- in : TERRITOIRES. OCT.1990. N°311. PP.15-58.

*Résumé:* LE DOSSIER PROPOSE: UNE ANALYSE DE L'ADELS MONTRANT LA CRISE DES MECANISMES DE PARTICIPATION DEMOCRATIQUE EN FRANCE, UN TABLEAU DES RISQUES ET DES CHANCES DES ASSOCIATIONS DANS LA DECENTRALISATION, LES RELATIONS ENTRE MUNICIPALITES ET ASSOCIATIONS LOCALES DANS 20 VILLES DE FRANCE, UNE COMPARAISON DE LA PARTICIPATION DES CITOYENS DANS DIX QUARTIERS EN DIFFICULTE DE CINQ PAYS EUROPEENS, LA CRISE ASSOCIATIVE DANS CERTAINS QUARTIERS,UN BILAN D'ACTIONS THEATRALES DANS LES QUARTIERS DSQ ET L'EXAMEN DE L'OPERATIONHVS DE WOIPPY-ST-ELOI (MOSELLE).

**FELONNEAU (MARIE-LINE).**- Les régies de quartier et leurs fonctions sociales.- in : ESPACES ET SOCIETES. 1991. NO 59. PP. 73-98.

*Résumé:* IL DEVIENT URGENT DE REDEFINIR LES RELATIONS ENTRE LES INSTITUTIONS GESTIONNAIRES DES ESPACES ET LES HABITANTS DES QUARTIERS \_D'HABITAT SOCIAL. EST-IL CONCRETEMENT POSSIBLE DE CONSTITUERUN ESPACE DE MEDIATION ENTRE HABITANTS ET DECIDEURS SUSCEPTIBLE DE FAVORISER L'ADEQUATION ENTRE LE "VECU" RESIDENTIEL DES ACTEURS INDIVIDUELS D'UNE PART ET LES INSTANCES POLITICO-ADMINISTRATIVES QUI REPRESENTENT "L'INSTITUE" D'AUTRE PART?

**FLOCH (JACQUES).**- Participation des habitants à la ville.- PARIS, CONSEIL NATIONAL DES VILLES ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN : 1991. 97P.  
*Résumé:* RECOMMANDATIONS DESTINEES A FAVORISER LA PARTICIPATION DES HABITANTS DANS LES PROJETS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN SEFONDANT SUR L'ANALYSE DES PROBLEMES QUE POSE L'IMPLICATION DANS LA VILLE DES POPULATIONS DEMUNIES 4 SITES ETUDIES.

**CARRIE (FRANCIS) et VALENTIN (JEAN-PIERRE).**- Ville: restaurer la citoyenneté.- in : CONJONCTURE ECONOMIQUE SOCIALE ET SYNDICALE. AVR.1991. N° 177. PP.11-18.  
*Résumé:* LA REALITE DE L'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION URBAINE CONSTATEE PAR LERECENSEMENT DEMOGRAPHIQUE DE 1990 ENTRAINE LE GOUVERNEMENT AMETTRE EN PLACE UNE POLITIQUE DE LA VILLE. LES INSTRUMENTS ET LES ACTIONS SONT EXPLICITES.

Pour des quartiers citoyens- in : ECONOMIE ET HUMANISME. JUILL.-SEPT. 1992.-. NO 322, . PP.3-85, GRAPH., TABL., CARTES,BIBLIOGR..  
*Résumé:* LE DOSSIER PRESENTE ET ANALYSE DES EXPERIENCES DEPRISE EN CHARGE DE LA VIE QUOTIDIENNE, MET EN RELIEF LES REGIES DE QUARTIER ET REFLECHIT SUR L'ELARGISSEMENT DE LA CITOYENNETE DANS LES SOCIETES DEMOCRATIQUES TOUT EN S'INTERROGEANT SUR LES POLITIQUES FRANCAISES DE LA VILLE.

**CHAPOUTOT (A.) et LACLOCHE (F.).**- Rencontres avec des citoyens extraordinaires: 12 expériences culturelles, artistiques et sociales en milieu urbain.  
Préface de R.LION.- PARIS, LE MONDE EDITIONS : 1992.

Habitants citoyens- in : ENSEMBLES. JUIN 1992.. NO 36,. PP.9-27, PHOT. .  
*Résumé:* DES EXEMPLESPOUR ILLUSTRER LA PARTICIPATION EFFECTIVE DES HABITANTS AU DEVELOPPEMENT SOCIAL DE LEURS QUARTIERS.

**CELLIER (J.P.) et AGENCE D'URBANISME . LYON.**- La citoyenneté des habitants des quartiers en développement social urbain.- LYON, AGENCE D'URBANISME DE LYON : JUIL. 1992. 81P.

## REPRESENTATION DU QUARTIER-VOTE

**COURTOIS (STEPHANE), REY (HENRI) et CENTRE D'ETUDE DE LA VIE POLITIQUE FRANCAISE CONTEMPORAINE. PARIS et ali..**- Evolution du comportement électoral dans 33 quartiers de la commision nationale pour le développement social des quartiers.(1981-1986).- PARIS, FONDATION NAT. DES SC. POLITIQUES : (1986). 81P.. (ETUDE FAITE POUR LE COMPTE DE LA CNDQS.)  
*Résumé:* UNE EQUIPE DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCESPOLITIQUES A ENTREPRIS EN 1986 UNE ETUDE DESTINEE A DETERMINER SI L'ON POUVAIT CONSTATER DES EVOLUTIONS ELECTORALES SIGNIFICATIVES DANS LES QUARTIERS "ILOTS SENSIBLES" (DONT 14 DANS L'ILE DE FRANCE). LA 1ERE PARTIE DURAPPORT EST CONSACREE AUX PRINCIPALES INTERPRETATIONS DU CHANGEMENT ELECTORAL EN FRANCE ENTRE L'ELECTION PRESIDENTIELLE DE 1981 ET LES LEGISLATIVES DE 1986. LA 2EME PARTIE ANALYSE L'EVOLUTION DES QUARTIERS : PARTICIPATION, RAPPORT DROITE-GAUCHE, DECLIN DU PC, PERCEE DU FN.

**L'image des quartiers.**- in : URBANISME. AOUT-SEPT.-OCT. 1988. N°226-7. PP.82-91.

*Résumé:* LES MEDIAS SE SONT EMPARES DU PROBLEME DES QUARTIERS DEFAVORISES ET ONT AMPLIFIE LEUR IMAGE NEGATIVE. LES RESPONSABLES SUCCESSIFS DE LA COMMISSION DE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS ONT UTILISE CETTE IMAGE NEGATIVE POUR OBTENIR DES MOYENS PUIS L'ONT RETOURNEE POUR EN FAIRE UN POINT D'APPUI AFIN DE DEMULTIPLIER DES DYNAMIQUES SOCIALES ET ARCHITECTURALES. LE BILAN S'EST REVELE POSITIF ET LA RECENTE CREATION D'UNE DELEGATION A LA VILLE ET AU DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS NE SERA PAS SANS CONSEQUENCES SUR LES DYNAMIQUES URBAINES A METTRE EN OEUVRE. DES EXEMPLES D'ENSEMBLES REHABILITES (LES MINGUETTES, LA MONNAIE...) COMPLETENT LE DOSSIER. UN BILAN DE LA REHABILITATION DU PATRIMOINE SOCIAL EST PRESENTE.

**LELEVRIER (CHRISTINE).**- **Réhabiliter pour changer l'image.**- in : C. DE L'AURIF. SEPT. 1990. N°94. PP. 54-64.

*Résumé:* L'ANALYSE DE TROIS QUARTIERS DEGRADÉS ET REHABILITÉS PROUVE LES DIFFICULTÉS À LEUR REDONNER UNE MEILLEURE IMAGE SOCIALE. LES TROIS MUNICIPALITÉS ÉTUDIÉES ICI, BIEN QU'AVEC DES STRATÉGIES DIFFÉRENTES, AVAIENT AU DÉPART LE MÊME OBJECTIF: DIVERSIFIER L' OCCUPATION SOCIALE. CÉPENDANT, LES CONDITIONS ÉTAIENT TELLES QUE LE RÉEQUILIBRAGE SOCIAL S'EST AVÉRÉ DIFFICILE. LES ÉVOLUTIONS ENGAGÉES PLAIDENT, MALGRÉ TOUT, EN FAVEUR D'UNE POURSUITE DES EFFORTS ET DE SOLUTIONS À TROUVER À L'ÉCHELLE DE LA VILLE. LELEVRIER (CHRISTINE)

**BEHAR (DANIEL).**- **Fonction urbaine et identité sociale en grande couronne.**- in : ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. 1991. N° 50.

**BAUDIS (DOMINIQUE), CAVADA (JEAN-MARIE) et HUBART (MADELEINE).**- **Média et quartiers**- PARIS, CONSEIL NATIONAL DES VILLES ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN : 1992. 57p;.

*Résumé:* ÉTUDE SUR LES RAPPORTS ENTRE LES MÉDIAS ET LES QUARTIERS EN DIFFICULTÉ COMPRENANT L'ANALYSE DE QUELQUES TITRES DE LA PRESSE À L'OCCASION DE 2 CRISES MAJEURES, CELLE DES MINGUETTES (VENISSIEUX) EN 1981 ET CELLE DU MAS DU TAUREAU (VAULX EN VELIN) EN 1990 ET L'ANALYSE DES SUJETS PASSÉS DANS LES JOURNAUX TÉLÉVISÉS SUR LES ÉVÉNEMENTS DES MINGUETTES ET DE MANTES-LA-JOLIE (1991).

**DUPREZ (D.) et HEDLI (M.).**- **Le mal des banlieues? Sentiment d'insécurité et crise identitaire.**- PARIS, L'HARMATTAN : 1992. 240p;.

## **INTEGRATION**

**DELARUE (JEAN-MARIE).**- **La relégation. Rapport au ministre d'état, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire**- PARIS, MIN. DE LA VILLE : S.D. NON PAG.

*Résumé:* SUGGESTIONS POUR RENOUVELER LE CHAMP ET LES MÉTHODES DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN.

**DUPUY (SABINE).**- **L'envers du décor de la vie sociale "dégradée".**- PARIS, S.T.U. : 1983. 17 P..

*Résumé:* ÉLÉMENTS DE RÉFLEXION SUR LES ENSEMBLES DÉGRADÉS, ET PLUS PARTICULIÈREMENT SUR 4 OPÉRATIONS HVS QUI SE SONT DÉVELOPPÉES AUTOUR DE LA COMMISSION NATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS OU À LA SUITE DE SES TRAVAUX. IL S'AGISSAIT AU DÉPART D'UNE CONSULTATION RESTREINTE DE LA PART DU BUREAU DES ÉTUDES SOCIOLOGIQUES DU MIN. DE L'ÉQUIPEMENT, VISANT À PRODUIRE DES IDÉES NOUVELLES POUR LA POLITIQUE EN COURS DE RÉHABILITATION DU LOGEMENT SOCIAL.



**CHAZALETTE (A.)**.- Les habitants des quartiers dits d'habitat social.- LYON, CREPAH, LYON : MARS 1984. 85P.

**ION (J.) et MICOUD (A.)**.- Les porte-paroles des quartiers dégradés.- in : ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. 1985. N°26.

**WILLMOTT (PETER)**.- Communauté et politique sociale.- in : ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. 1985. N°26.

**MOLLET (A.), ANSELME (M.) et BOURDON (D.) et ali.**- Droit de cité. A la rencontre des habitants des banlieues délaissées.- PARIS, L'HARMATTAN : 1986. 158P.

Chômage, mutations, territoires.- in : ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. NOV. 1987. N°35-36.

**DUPUY (SABINE), DEPRIESTER (MARC) et LEON (HERVE)**.- Figures d'enracinement pour cité HLM dévalorisée.- PARIS, MELATT : 1987. 168P..

*Résumé:* TRAVAIL SPECIFIQUE SUR L'ENRACINEMENT A LA CROIX DE FER, CITE HLM DE LA BANLIEUE DE CAHORS: COMMENT S'ENRACINE-T-ON DANS UNE CITE SOCIALEMENT DISQUALIFIEE ET PEUT-ON PARLER A CE PROPOS DE TRAJECTOIRES OU DE STRATEGIES "MAITRISEES"? QU'EST-CE QU'EN DEFINITIVE UN TEL LIEU \_AUTORISE OU N'AUTORISE PAS? LE 1ER CHAPITRE RETRACE UNE HISTOIRE CHRONOLOGIQUE DU PEUPLEMENT DE LA CROIX DE FER, D'OU EMERGENT (2E CHAP.) DES FIGURES D'ENRACINEMENT, SORTES DE PORTRAITS CONSTRUITS A PARTIR D'UN RECIT INDIVIDUALISE.

**TABARD (NICOLE) et ALDEGHI (ISA)**.- Développement social des quartiers : les sites concernés et leurs caractéristiques sociodémographiques.- PARIS, CREDOC : 1988. 88P..

*Résumé:* L'ETUDE SELECTIONNE LES CARACTERISTIQUES DES COMMUNES FRANCAISES OU DES QUARTIERS DE L'ILE-DE-FRANCE QUI DIFFERENCIENT SIGNIFICATIVEMENT LES ZONES DEFAVORISEES. LES COMMUNES A DSQ (DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS) OU LES ILOTS SENSIBLES AVEC CELLES APPARTENANT AU MEME TYPE "SOCIOPROFESSIONNEL", PAR EXEMPLE, LORSQU'ON COMPARE LES COMMUNES A DSQ APPARTENANT A DES TYPES " OUVRIERS" AUX AUTRES COMMUNES NON DSQ DE CE TYPE.

**MAUGER (GERARD)**.- Les héritages du pauvre.- in : ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. 1988. N° 41.

Qui va loger les pauvres.- in : ENSEMBLES. MARS 1988. N° 18.

**CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS. PARIS**.- Colloque national de développement solidarité. Le temps de la réflexion. Paris, jeudi 25 Octobre 1990.- PARIS, CAISSE DES DEPOTS. PARIS : 1990. 111P.

*Résumé:* LES INTERVENTIONS A CE COLLOQUE QUI S'INSCRIT DANS LE PROGRAMME DEVELOPPEMENT-SOLIDARITE DU GROUPE CAISSE DES DEPOTS SONT PLACEES DANS TROIS DEBATS QUI CONCERNENT: COMMENT LE DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE S'INSCRIT-IL DANS LA LONGUE DUREE?; DE L'UTILITE COLLECTIVE DES EXPERIENCES?; COMMENT SAISIR LA DEMANDE SOCIALE?.

**CHEVALIER (GERARD)**.- Les politiques sociales et préventives localisées.- in : ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. JUIN-JUIL. 1990. N° 47. PP75-82.

**MAHIOU (I.) et POGGI (D.)**.- Femmes et insertion dans les quartiers de développement social.- PARIS, DOCUMENTATION FRANCAISE : 1990. 139P.

**DUBOUCHET (LOUIS).**- L'action des réseaux urbains d'insertion.- in : ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. JUIN-JUIL. 1990. N° 47. PP.65-82.

La France des banlieues.- in : ESPRIT. FEV. 1991.

**UNIVERSITE LYON 2, GRS IRESE. LYON.**- Société et communication : milieux et liens sociaux.- LYON, UNIVERSITE LYON 2 : Décembre 1991. PAG. MULT.

Quelle place pour eux.- In : ENSEMBLES. JANV.91. N° 30. PP.9-21..

*Résumé:* LES INITIATIVES EN FAVEUR DE LA PETITE ENFANCE SEMULTIPLIENT DANS LES ZONES LES PLUS SENSIBLES DES QUARTIERS SOCIAUX DEFAVORISES.

**FRANCE. VILLE (DELEGATION INTERMINISTERIELLE).**- Halte à la ségrégation.- in : ENSEMBLES. JUIL. 1991. N° 32. PP.5-7.

Droit de cité et cités de droit.- in : ENSEMBLES. DEC. 1991. NO 34. PP.12-34.

*Résumé:* LE DOSSIER EST CONSACRE A LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE: ASSOCIATIONS DE JEUNES POUR ANIMER LA VIE DES GRANDS ENSEMBLES, ASSOCIATIONS DE PREVENTION DE LA TOXICOMANIE; ACTIONS DES POLICIERS, DES MAGISTRATS; QUATRE TMOIGNAGES SUR LES PROBLEMES DE VIOLENCE DES JEUNES ET SUR LES REMEDES; UN COMPTE-RENDU D'UNE CONFERENCE INTERNATIONALESUR LA SECURITE, LES DROGUES ET LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE QUI S'EST TENUE A PARIS EN NOVEMBRE 1991.

**LAE (JEAN-FRANCOIS).**- Crise des banlieues : le béton n'est pas en cause.- in : REGARDS SUR L'ACTUALITE. JUIL. 1991. N° 72. PP.23-34.

*Résumé:* PARMIS LES CAUSES DES RECENTES FLAMBEES DE VIOLENCE, QUI SE SONT DERouleES DANS LES BANLIEUES POPULAIRES DES REGIONS LYONNAISE ET PARISIENNE, ON INCRIMINE, SOUVENT TROP VITE, LE CADRE DE VIE PHYSIQUE: LE BETON, L'URBANISME ET L'ARCHITECTURE DES CITES, LA DEGRADATION DES IMMEUBLES, LE MANQUE D'EQUIPEMENTS COLLECTIFS. MAIS, ON DEVRAIT PLUTOT INVOQUER LA CRISE DE LA SOCIALITE URBAINE DANS LES GRANDS ENSEMBLES: PRECARITE RELATIONNELLE, VULNERABILITE DES MODES DE VIE, CRISE DE MOBILITE SOCIALE.

Anatomie d'une banlieue très chaude (Sartrouville).- in : L'EXPANSION. 4-17/06/1992. PP.70-72.

**JAZOULI (A.), BANLIEUESCOPIES et FRANCE. VILLE (DELEGATION INTERMINISTERIELLE).**- Banlieues; les nouvelles frontières intérieures: Argenteuil, Villiers-le-Bel Vaulx-en-Velin, Chanteloup-les-Vignes, Lille-Sud et Marseille Saint-Barthélemy.- [PARIS], C.D.C. : Octobre 1992. (RAPPORT COFINANCE PAR LA D.I.V., LA DELEGATION INTERMINISTERIELLE A L'INSERTION DES JEUNES, LE F.A.S., la C.D.C. ET LE COMMISSARIAT AU PLAN.)

## immigrés

**NERY (CLAUDE) et ILE DE FRANCE. COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL .-**  
Rapport et avis sur la situation du logement des immigrés en Ile de France.

Séance plénière du 26 Novembre 1984.- PARIS, CESRIF : 1984. 90+3P.. (COLLECTION CESRIF, RAPPORT ET AVIS N° 84-10)

*Résumé:* APRES UN RAPPEL STATISTIQUE SUR LA POPULATION ETRANGERE EN ILE-DE- FRANCE, LE RAPPORT ETUDIE LES CONDITIONS DE LOGEMENT DES ETRANGERS EN ILE DE FRANCE, TENTE UN ESSAI D'INVENTAIRE DES BESOINS ET DES RESSOURCES AVANT DE FORMULER UN ENSEMBLE DE PROPOSITIONS.

**NOEL (JEAN-CLAUDE), LERAY (RUDY) et ILE-DE-FRANCE. EQUIPEMENT (DIRECTION REGIONALE).- Programme d'insertion sociale des populations immigrées en région d'Ile de France.**- PARIS, DREIF : 1986. 179P..

*Résumé:* CE DOCUMENT SE COMPOSE: D'UNE PARTIE STATISTIQUE SYNTHETISANT LES ASPECTS LES PLUS MARQUANTS DE L'IMMIGRATION EN ILE-DE-FRANCE (SOURCES: RECENSEMENTS INSEE ET ONI); LES MOUVEMENTS MIGRATOIRES, LES CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES, LA REPARTITION SPATIALE DES DIFFERENTES NATIONALITES, L'ACTIVITE DES ETRANGERS, LA SCOLARISATION DESENFANTS ET LE LOGEMENT; D'UNE SECONDE PARTIE PRESENTANT LE BILAN DES ACTIONS MENEES PAR L'ETAT DANS LE DOMAINE DU LOGEMENT, DE LA SCOLARISATION, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ACCUEIL, DE L'ACTION CULTURELLE ET DE LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS DIT "ILOTS SENSIBLES".

**MARTUCELLI (M., WIEVIORKA (M.) et BEGAG (AZOUZ) et ali..- Immigrés et autres.**- in : ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. 1990. N° 49.

*Résumé:* NUMERO SPECIAL

**THYRAUD (JACQUES).- Rapport d'information fait au nom de la mission d'information chargée d'étudier les problèmes posées par l'immigration en France et de proposer des éléments d'une politique d'intégration. Sénat première session ordinaire de 1990-1991.**- PARIS, SENAT : 1990. 800P.. (Annexe au procès-verbal de la séance du 27 /11/1990)

**jeunes**

**ILE DE FRANCE. EQUIPEMENT (DIRECTION REGIONALE).- Les jeunes dans les ilots sensibles.**- PARIS, D.R.E.I.F. : 1985. 43P..

*Résumé:* CETTE BROCHURE TENTE DE REpondre A UN CERTAIN NOMBRE DE QUESTIONS CONCERNANT LES ACTIONS DE PREVENTION ENGAGEES DURANT LES TROIS DERNIERS ETES EN FAVEUR DES JEUNES DES ILOTS SENSIBLESD'ILE DE FRANCE: POURQUOI? DANS QUELS DOMAINES ? AVEC QUELS OBJECTIFS? AVEC QUELS MOYENS?

**FRANCE. INSERTION PROFESSIONNELLE ET SOCIALE DES JEUNES EN DIFFICULTE (DELEGATION INTERMINISTERIELLE).- Pour des politiques locales d'insertion des jeunes.**- PARIS, DELEGATION INTERMINISTERIELLE A L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES : 1988. 63P.

**JAZOULI (A.).- Jeune des banlieues, violence et intégration : le dilemme français.**- PARIS, ADRI : DEC.1990. 48P..

**La ville en mouvement.**- in : HOMMES ET MIGRATIONS. DOCUMENTS. OCT. 1991. PP.2-44. NO 1147

*Résumé:* L'EVOLUTION DE L'INTERVENTION PUBLIQUE DANS LES GRANDS ENSEMBLES, L'ACTION DE LA CAISSE DES DEPOTS, LES PROPOSITIONS DE L'ASSOCIATION 75021, LES JEUNES DES BANLIEUES EN CRISE ET LEUR CULTURE, SONT LES GRANDS THEMES DEVELOPPES DANS CE DOSSIER.

**FRANCE. TRAVAIL (MIN.) .- Circulaire DFP/DIJ n° 92-05 du 4 Mars 1992 relative à l'amélioration du réseau d'accueil des jeunes dans le cadre des carrefours-jeunes.**- in : MONITEUR DES TPB.. 5 JUIN 1992.. SUPPL. NO 4619.PP. 324-338; (NON PUBLIEE AU JOURNAL OFFICIEL).

*Résumé:* CETTE CIRCULAIRE S'INSCRIT DANS LA VOLONTE DU GOUVERNEMENT DE RENFORCER LA LUTTE CONTRE L'EXCLUSION ET LA MARGINALISATION D'UNE PARTIE DES JEUNES PAR UNE POLITIQUE DEFORMATION ET D'INSERTION PROFESSIONNELLES ET SOCIALES DIVERSIFIEE. UNE ANNEXE TRAITE DE L'ORGANISATION DE LA PRESENCE DU DISPOSITIF D'ACCUEIL DES JEUNES SUR LES SITES DEDEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN.

**DRAY (JULIEN).**- Rapport d'information déposé... par la commission des Affaires Culturelles... sur la violence des jeunes dans les banlieues/ présenté par Julien Dray, Neuvième législature, seconde session ordinaire de 1991-1992.- PARIS, ASSEMBLEE NATIONALE : 1992. 73P..

*Résumé:* MISE EN LUMIERE DES EVOLUTIONS PERCEPTIBLES DE LA VIOLENCE DES JEUNES DANS LES BANLIEUES : CRISTALLISATION DES PHENOMENES DE VIOLENCE EN DES LIEUX DELIMITES OU ILS PRENNENT UN CARACTERE ENDEMIQUE, APPARITION DE TENSIONS INTER-ETHNIQUES, ROLE CROISSANT DE LA DROGUE... PROPOSITIONS D'ACTION AUSSI BIEN EN CE QUI CONCERNE LES MOYENS TRADITIONNELS DE LUTTE QU'EN CE QUI CONCERNE LE CONTEXTE SOCIAL GLOBAL.

## EDUCATION

**FRANCE. EDUCATION NATIONALE (MIN.), FRANCE. AFFAIRES SOCIALES (MIN.) et COMMISSION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS. PARIS.**- Ecole et quartier.- PARIS, CNDQS : 1986. 71P..

**JOSPIN (LIONEL), BIANCO (JEAN-LOUIS) et FRANCE. AFFAIRES SOCIALES ET SOLIDARITE NATIONALE (MIN.).**- Bilande l'opération école ouverte. Point de presse, 5 Novembre 1991.- PARIS, MIN. AFFAIRES SOCIALES ET INTEGRATION : 1991.. 21 P.

*Résumé:* CETTE PLAQUETTE COMPORTE UNE PRESENTATION GENERALE DE L'OPERATION ECOLE OUVERTE MISE EN PLACE PENDANT L'ETE 1991 DANS DOUZE ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE LA REGION ILE-DE-FRANCE SITUES DANS DES QUARTIERS DIFFICILES; LA LISTE DES ETABLISSEMENTS CONCERNES; DES FICHES DETAILLANT LES ACTIVITES PROPOSEES DANS CHAQUE ECOLE.

**VALO (MARTINE).**- L'école au secours des banlieues.- in : MONDE DE L'EDUCATION. DEC. 1991. NO 188. PP. 18-35, FIG. BIBLIOGR..

*Résumé:* DANS LES BANLIEUES-MISERE, L'ECOLE RESTE PARFOIS LE DERNIER ESPOIR AVANT LA ZONE. SOUVENT, SEULE INSTITUTION PRESENTE AU COEUR DES QUARTIERS EN DETRESSE, ELLE REPRESENTE ENCORE LE PRINCIPAL ESPOIR D'INTEGRATION SOCIALE POUR LES ENFANTS D'IMMIGRES ET LES ENFANTS DE FAMILLES MODESTES. DEPUIS PLUS DE DIX ANS, LA POLITIQUE DES ZONES D'EDUCATION PRIORITAIRE A PERMIS D'ACCORDER PLUS DE MOYENS LA OU LES BESOINS ETAIENT LES PLUS CRIANTS. LE BILAN DE SON ACTION S'Y REVELE POSITIF, MAIS NON TRIOMPHAL.

**XELOT (F.).**- L'école dans les quartiers en difficulté: des ZUP aux ZEP..- in : HLMAUJOURD'HUI. 3EME TRIM. 1992. N°237. PP.76-79.

## SERVICES PUBLICS

**LARBRE (VERONIQUE).**- Les espaces publics dans les grands ensembles.-

REIMS, IATEUR : 1982. 140P. (DESS Urbanimse, Reims)

*Résumé:* LES GRANDS ENSEMBLES ONT CONNU DES CONCEPTIONS DIVERSES. COMMENT LES ESPACES PUBLICS ONT-ILS ETE INTEGRES DANS CES ENSEMBLES? A QUELLES IDEES D'ORGANISATION REPONDENT-ILS? UNE ANALYSE COMPARATIVE DE LA FREQUENTATION DE CES ESPACES NOUS PERMETTRA D'EN APPRECIER LES FONCTIONS DIVERSIFIEES.

**SAZERAT (FRANCOISE).**- Les missions locales.- in : ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. 1985. N°27.

**SIINO (CORINNE) et LABORIE (JEAN-PAUL).**- Chômage et espaces urbains, les exemples de Toulouse et Atlanta.- in : ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. 1987. N°35-6.

**ION (Jacques).**- Le travail social à l'épreuve du territoire.- TOULOUSE, PRIVAT : 1990. 74P..

**CHEVALIER (GERARD).**- Administrations de mission et luttes d'influence: le cas du secteur socio-préventif.- in : R. FRANC. DE SOCIOLOGIE. JUILL. SEPT. 1990. TOME XXI-3. PP.421-437..

*Résumé:* RECENSEMENT DES LIAISONS FONCTIONNELLES (FINANCEMENTS, DETACHEMENT DE PERSONNELS, ETC) ET DES "CONVERGENCES" D'OBJECTIFS ENTRE MISSIONS ET MINISTERES. LES INTERACTIONS RELEVÉES PERMETTENT D'ESQUISSE UN MODE D'ANALYSE DES POLITIQUES SECTORIELLES: ICI LE SECTEUR SOCIO- PREVENTIF.

**JOSPIN (LIONEL), BIANCO (JEAN-LOUIS) et FRANCE. AFFAIRES SOCIALES ET SOLIDARITE NATIONALE (MIN.).**- Bilan de l'opération école ouverte. Point de presse, 5 Novembre 1991.- PARIS, MIN. AFFAIRES SOCIALES ET INTEGRATION : 1991.. 21 P.

*Résumé:* CETTE PLAQUETTE COMPORTE UNE PRESENTATION GENERALE DE L'OPERATION ECOLE OUVERTE MISE EN PLACE PENDANT L'ETE 1991 DANS DOUZE ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE LA REGION ILE-DE-FRANCE SITUÉS DANS DES QUARTIERS DIFFICILES; LA LISTE DES ETABLISSEMENTS CONCERNÉS; DES FICHES DÉTAILLANT LES ACTIVITÉS PROPOSÉES DANS CHAQUE ÉCOLE.

**VALO (MARTINE).**- L'école au secours des banlieues.- in : MONDE DE L'ÉDUCATION. DEC. 1991. NO 188. PP. 18-35, FIG. BIBLIOGR..

*Résumé:* DANS LES BANLIEUES-MISÈRE, L'ÉCOLE RESTE PARFOIS LE DERNIER ESPOIR AVANT LA ZONE. SOUVENT, SEULE INSTITUTION PRÉSENTE AU CŒUR DES QUARTIERS EN DÉTRESSE, ELLE REPRÉSENTE ENCORE LE PRINCIPAL ESPOIR D'INTÉGRATION SOCIALE POUR LES ENFANTS D'IMMIGRÉS ET LES ENFANTS DE FAMILLES MODESTES. DEPUIS PLUS DE DIX ANS, LA POLITIQUE DES ZONES D'ÉDUCATION PRIORITAIRE A PERMIS D'ACCORDER PLUS DE MOYENS LÀ OÙ LES BESOINS ÉTAIENT LES PLUS CRIANTS. LE BILAN DE SON ACTION S'Y RÉVÈLE POSITIF, MAIS NON TRIOMPHAL.

Les espaces sportifs de proximité.- in : PAYSAGE-ACTUALITÉS. OCT. 1991. NO 141. PP.36-43.

*Résumé:* MADAME LE MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS CONSIDÈRE QUE L'OPÉRATION "1000 ESPACES DE PROXIMITÉ" EST UNE INCONTESTABLE RÉUSSITE ALORS QUE 500 PROJETS ONT DÉJÀ ÉTÉ RETENUS ET SOUVENT RÉALISÉS. CERTAINS RESPONSABLES D'ASSOCIATIONS, COLLECTIVITÉS LOCALES OU SERVICES TECHNIQUES ÉMETTENT DES RÉSERVES.

Journée d'études de l'ENEE du 18 Octobre 1991 à Achères . Ecologie urbaine et développement social.- PARIS, ENEE. : 1991. NON PAG..

*Résumé:* ACTES DE LA JOURNÉE ORGANISÉE PAR L'ENTENTE NATIONALE DES ELUS DE L'ENVIRONNEMENT SUR L'ÉCOLOGIE URBAINE, L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL.

**BERLET (E).**- Transports urbains et exclusion sociale, rapport du conseil national des transports.- PARIS, CONSEIL NATIONAL DES TRANSPORTS : 1991. 65P..

Politique de la ville et modernisation de l'administration. Journée d'études interrégionales, Amiens 17-12-1991.- PARIS, MIN. DE LA FONCTION PUBLIQUE : 1991. 44p;.

**PICARD (PAUL).**- L'amélioration du service public dans les quartiers. Rapport au ministre d'état, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire.- PARIS, FRANCE. VILLE (MIN.): 1991. 28 P.

*Résumé:* L'AUTEUR DE CE RAPPORT FAIT ENTENDRE LE POINT DE VUE DES AGENTS DE TERRAIN, DE PRIVILEGIER L'APPROCHE TERRITORIALE ET DE FAVORISER L'EXPRESSION DE PROPOSITIONS OPERATIONNELLES. IL S'APPUIE SUR LES TRAVAUX DE TROIS GROUPES DE PROJETS CONSTITUÉS A TOURCOING, MANTES-LA-JOLIE ET MARSEILLE. LES PROPOSITIONS PEUVENT ÊTRE REGROUPÉS AUTOUR DE TROIS THÈMES: L'ACCUEIL DES USAGERS, L'INFORMATION DU PUBLIC, LA COMMUNICATION ENTRE SERVICES.

**CONSEIL NATIONAL DES TRANSPORTS. PARIS .- Transports urbains et exclusion sociale.**- PARIS, CONSEIL NATIONAL DES TRANSPORTS : 1991. 37 P.

*Résumé:* LE NIVEAU DE DESSERTE ET DE QUALITE DES TRANSPORTS COLLECTIFS URBAINS CONDITIONNE FREQUEMMENT L'ACCES DES CITOYENS LES PLUS DEMUNIS AUX DIFFERENTES FONCTIONS DE LA VILLE (EMPLOIS, EQUIPEMENTS COLLECTIFS...). LE RAPPORT PROPOSE DE RENFORCER LA PRIORITE POLITIQUE DE LA DESSERTE DES QUARTIERS SENSIBLES, D'AMELIORER LA CONNAISSANCE DES BESOINS DE TRANSPORT, DE MIEUX ARTICULER LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN ET LES POLITIQUES DE TRANSPORT, D'ASSOULIR LE REGIME DE TARIFICATION ET DE MIEUX ARTICULER LES STRUCTURES DE CONCERTATION ET DE DECISION.

**Formation des fonctionnaires et politique de la ville : rapport Carrère.**- in : ACTUALITES HLM. NOV.1991. N°476. P.9.

**MORVAN (GUY).- Banlieues: revitaliser les services publics.**- in : TERRITOIRES.. \_\_DEC., 1991. NO 323. PP. 6-8.

*Résumé:* ARRETONS DE BRICOLER DES SOLUTIONS ET OUVRONS UN LARGE ET REEL DEBAT SUR LES CAUSES DE LA CRISE DES SERVICES PUBLICS, C'EST CE QUE PROPOSE GUY MORVAN.

**Politiques de santé.**- in : ENSEMBLES. Mars 1992. N°35. pp.11-27,Phot.

*Résumé:* L'APPROCHE SANTE DANS LES PROJETS DE DSU PEUT PERMETTRE DE FAIRE EMERGER UNE PAROLE COLLECTIVE DES USAGERS QUI OUVRE LE DIALOGUE AVEC LE SYSTEME DE SOINS (AINSI A MANTES-LA-JOLIE, ST-DENIS, TOULOUSE, CHATEAUXROUX), DE DEVELOPPER DES RESEAUX DE PROFESSIONNELS DE PERSONNES-RESSOURCES (MAISON REGIONALE DE PROMOTION DE LA SANTE, ENTRETIENS AVEC DES MEDECINS-GENERALISTES, GRANDE-SYNTHE), DE FONDER UN REEL PROJET LOCAL DE SANTE EN ETABLISSANT UNE RESPONSABILITE POLITIQUE DE L'ELU EN CE DOMAINE (ST-DENIS, MANTES-LA-JOLIE), DE MANIFESTER LES RELATIONS ENTRE LA REHABILITATION ET LA SANTE ET DE DONNER UNE COHERENCE GLOBALE A DES ACTIONS MENEES PAR DIFFERENTS PARTENAIRES (LA GRANDE BORNE, GRANDE-SYNTHE).

**XELOT (F.).- L'école dans les quartiers en difficulté: des ZUP aux ZEP..**- in : HLM AUJOURD'HUI. 3EME TRIM. 1992. N°237. PP.76-79.

**ZEMOR (P.).- Le sens de la relation. Organisation de la communication de service public.**- PARIS, DOCUMENTATION FRANCAISE : 1992.

## **SECURITE**

**SPECTOR (THERESE) et ILE-DE-FRANCE. EQUIPEMENT (DIRECTION REGIONALE).- Développer la prévention et la sécurité dans les ilots sensibles: Un constat, une politique, des moyens.**- PARIS, PREF. D'ILE DE FRANCE : 1984. 38P..

*Résumé:* CETTE BROCHURE DRESSE D'ABORD UN BILAN DE LA POLITIQUE MENEES DEPUIS DEUX ANS DANS LES 22 QUARTIERS DU PROGRAMME PRIORITAIRE, ET PLUS PARTICULIEREMENT PAR LES MINISTERES SITUES EN PREMIERE LIGNE: INTERIEUR ET DECENTRALISATION, JUSTICE, AFFAIRES SOCIALES, SOLIDARITE NATIONALE. PLUSIEURS EXEMPLES CONCRETS SONT ENSUITE PRESENTES: MANTES-LA-JOLIE, GRIGNY, GENNEVILLIERS, NANTERRE. LA FIN DE LA BROCHURE EST CONSACREE A L'ACTION INTERMINISTERIELLE DE LA COMMISSION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT DES QUARTIERS.

**SETTIMO (M-C.), LAURENT-ATTALIN (CHARLOTTE) et CONAN (MICHEL).**- Prévention de l'insécurité dans l'habitat. L'affaire de tous.- LILLE, CETE NORD PICARDIE : 1988.

*Résumé:* AU DELA DE SOLUTIONS TECHNIQUES DÉJÀ MISE EN ŒUVRE, EST-IL POSSIBLE DÉFAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DU SENTIMENT DE SÉCURITÉ? LES POLITIQUES DE PRÉVENTION ASSOCIANT DES ACTIONS D'AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE ET DE RECONSTITUTION DU TISSU SOCIAL PERMETTENT D'Y PARVENIR. LES EXEMPLES DE ST-HERBLAIN, AMIENS ET LAMBERSART ILLUSTRENT TROIS SITUATIONS ET DÉMONTRENT QUE DES STRATÉGIES ET DES DEMARCHES ADAPTÉES AU CONTEXTE LOCAL PERMETTENT D'OBTENIR DES RÉSULTATS SIGNIFICATIFS.

**FRANCE. VILLE (DELEGATION INTERMINISTÉRIELLE).**- Les villes contre la délinquance. Prévention et sécurité urbaine.- PARIS, D.I.V. : JUIL.1990. 34P..

**FRANCE. JUSTICE (MIN.) et FRANCE. VILLE (DELEGATION INTERMINISTÉRIELLE).**- Justice et quartiers- PARIS, D.I.V. : 1990. 33P..

**CARDO (PIERRE) et CONSEIL NATIONAL DES VILLES. PARIS.**-Mouvements collectifs et violence- PARIS, C.N.V.D.S.U. : 1991. 35P..

*Résumé:* RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL "LES VIOLENCES COLLECTIVES 1991".

Violences dans les villes.- in : ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. 1993. N°54. Numéro spécial

## LOGEMENT SOCIAL

**SARAGOUSSI (PIERRE) et UNION NATIONALE DES FÉDÉRATIONS D'ORGANISMES D'H.L.M. . PARIS.**- L'avenir dans les quartiers dits d'habitat social; des assises du 28 Octobre 1981 à la commission Dubedout. 43ème congrès national HLM de Nantes du 18 au 21 Juin 1982.- PARIS, UNOFHLM : 1982. 30P..

*Résumé:* EN ANNEXE, EST JOINT UNE CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS AYANT MARQUÉ LE MOUVEMENT HLM DEPUIS LE PRÉCÉDENT CONGRÈS.

Politique du logement en France. Éléments pour un débat. Semaine de l'habitat. Actes des rencontres de Nancy 16-20 Juin 1986.- NANCY, LABORATOIRE DU LOGEMENT : [1986].

**GROUPE REGIONAL DE COORDINATION DU 0.77% LOGEMENT EN ILE-DE-FRANCE.**- Guide pratique pour les opérations de réhabilitation.- PARIS, G-CORIF :1986. 15P..

*Résumé:* LES ÉLÉMENTS INDISPENSABLES NÉCESSAIRES À L'ANALYSE D'UN DOSSIER DE RÉHABILITATION COMPLEXE ET PLUS PARTICULIÈREMENT DANS LES ILOTS SENSIBLES SONT EXPOSÉS.

Politiques de l'habitat en Europe. Les expériences des agglomérations Européennes. 1976-1986. Semaine de l'habitat. Actes des rencontres de Nancy 16-20 Juin 1986.- NANCY, LABORATOIRE DU LOGEMENT : [1986]. 145P..

**FRANCE. EQUIPEMENT LOGEMENT AMENAGEMENT DU TERRITOIRE TRANSPORTS (MIN.)** .- Decret n°87-72 du 6 Février 1987 modifiant le code de la construction et de l'habitation relatif aux subventions pour travaux d'amélioration de l'habitat et de la vie quotidienne.- in : J.O. LOIS ET DECRETS. 7 FEV.1987. N°32. P.1429.

*Résumé:* POUR LES OPERATIONS REALISEES DANS LE CADRE DE PROGRAMMES HVS OU DES ACTIONS POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS, DES DEROGATIONS AU TAUX DE 20 POUR CENT DE LA SUBVENTION PEUVENT ETRE ACCORDEES PAR LE PREFET, SANS POUVOIR DEPASSER 30 POUR CENT DU COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX.

**ANSELME (MICHEL), PERALDI (MICHEL) et MAURY (HERVE).**- Entre logeurs et logés I : les figures de la dégradation.- MARSEILLE, CERFISE : 1987. 109 P.

*Résumé:* CET OUVRAGE APPUIE SUR UNE DOUBLE EXPERIENCE DE RECHERCHE ET D'INTERVENTION DANS DEUX CITES DU QUARTIER NORD DE MARSEILLE. IL TRAITE DU PHENOMENE DE DEGRADATION DES GRANDS ENSEMBLES HLM, DE SON PROCESSUS MAIS EGALLEMENT DES DISCOURS QUI L'ACCOMPAGNENT.

**HARBURGER (SYLVIE).**- HLM dégradées : le social au secours de l'économique.- in : OBSERVATOIRE DE L'IMMOBILIER. HIVER 1988-PRINTEMPS 1989. N°12-13. PP.88-93.

*Résumé:* DE 1984 A 1988, A TRAVERS LES CONTRATS DE PLAN ETAT-REGION, 18 REGIONS SE SONT ENGAGEES A REHABILITER 148 QUARTIERS D'HABITAT SOCIAL EN SITUATION DIFFICILE, REPRESENTANT 350000 LOGEMENTS. EN CINQ ANS, PRES DE 50% DE CES LOGEMENTS AURONT ETE REHABILITES. L'EVOLUTION DU DESINVESTISSEMENT DANS CES QUARTIERS, LE RENVERSEMENT DE LA TENDANCE, LES PERSPECTIVES DU REINVESTISSEMENT SOCIAL SONT APPREHENDEES.

**CREPAH, LYON.**- La gestion des quartiers d'habitat social.- LYON, CREPAH : FEV.1989. PAGIN. MULT.

*Résumé:* I EVOLUTION GLOBALE DES MODES DE GESTION DES ORGANISMES D'HLM II 2 EXPERIENCES SECTORIELLES ET LOCALISEES III LIEUX DE DIFFUSION DES SAVOIR-FAIRE EN GESTION LOCATIVE IV LES PLANS DE RESORPTION DE LA VACANCE AUX MINQUETTES V LA DIFFUSION DES NOUVEAUX SAVOIR-FAIRE A D'AUTRES QUARTIERS VI LES NOUVEAUX ENJEUX : GESTION TERRITORIALISEE, APRES-REHABILITATION, EVOLUTION DE METHODES DE CONCERTATION, GESTION DE LA PRECARITE.

**ANSELME (MICHEL) et CENTRE D'ETUDES DE RECHERCHES ET DE FORMATION INSTITUTIONNELLES DU SUD-EST. AIX-EN-PROVENCE** .- Entre logeurs et logés V : la médiation ambiguë.- MARSEILLE, CERFISE : SEPTEMBRE 1990.-. 71 P., BIBLIOGR.

*Résumé:* CET OUVRAGE DECRIT LES MOYENS OPERATIONNELS MIS EN PLACE DEPUIS 1980 POUR LA REHABILITATION DU PARC DE LOGEMENTS SOCIAUX TELS QUE LA MAITRISE D'OEUVRE SOCIALE (MOS). IL ETUDIE LA FACON DE TRAVAILLER DE CES EQUIPES, LES PROBLEMES TRAITES, LEURS LIEUX D'INTERVENTION.

Habitat et société: pour une politique plus solidaire.- in : HLM AUJOURD'HUI. NOV.1990. SUPPL. AU N° 19. PP.3-39.

*Résumé:* CE DOSSIER EST UN DOCUMENT DE TRAVAIL DESTINE AUX PARTICIPANTS DU COLLOQUE DU 13 NOVEMBRE 1990 PRESENTANT LA CONTRIBUTION DES ORGANISMES D'HLM EN MATIERE DE POLITIQUE DEL'HABITAT. LES DIFFERENTS THEMES EVOQUES SONT ANALYSES PLUS EN DETAIL DANS LA DEUXIEME PARTIE.

**FRANCE. CONSTRUCTION (DIRECTION).**- Mettre en oeuvre le droit au logement. Guide des procédures et des outils- PARIS, MELTM : 1990. NON PAGIN..

*Résumé:* PRODUITS JURIDIQUES ET FINANCIERS DESTINES A FAVORISER L'INSERTION DURABLE DES PERSONNES DEFAVORISEES, SOUS FORME DE FICHES.

**FRANCE. EQUIPEMENT (MIN.).**- POPS. Protocole d'occupation du patrimoine social.- PARIS, MELT : 1991.



**UNION NATIONALE DES FEDERATIONS D'ORGANISMES D'H.L.M. .PARIS.-**  
Développement social des quartiers: un enjeu pour les HLM.- PARIS, UNFOHLM : 1991. 40 P., PHOT., ANN..

*Résumé:* OE DOCUMENT DECRIT LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES OPERATIONS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS ET DONNE DES EXEMPLES DU ROLE DES ORGANISMES HLM DANS CE TYPE DE DEMARCHE.

Réhabilitation de l'habitat : HLM et communes réunies dans l'action.- in : MONITEUR DES TPB.. JUIN 1992.-. NO 16\_. PP.50-56, PHOT..

*Résumé:* LA REHABILITATION SOCIALE EST UNE OCCASION QUE DOIT SAISIR LA COLLECTIVITE LOCALE POUR TRAITER LES PROBLEMES DANS UN VERITABLE PROJET DE QUARTIER: AMELIORATION DU CADRE DE VIE, INSERTION SOCIALE.

**SCIC.PARIS.-** Vers l'habitat solidaire: 3 ans de développement social urbain dans le groupe SCIC. Programme Développement Solidarité.- PARIS, SCIC, GROUPE CDC : 14/7/1992. 25P..

## **COMMERCES ET ACTIVITES ECONOMIQUES**

**MELLET (DOMINIQUE).**- L'économie des cités en crise.- in : ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. 1985. N°27.

**VAN HOUTTE (JEAN-MARC.-** Restaurants et bistros dans les quartiers d'habitat social.- in : ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. 1986. N°1.

Chômage, mutations, territoires.- in : ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. NOV.1987. N°35-36.

**FRANCE. VILLE (MIN.) et FRANCE. TRAVAIL (MIN.).-** Circulaire CDE n°89/5 du 6 Février 89 relative à la politique de l'emploi sur les sites des opérations contractuelles de développementsocial urbain.- in : MONITEUR DES TPB.. 28 AV.1989. SUPPL. N° 4457. P.17.

*Résumé:* LE GOUVERNEMENT A DECIDE DE FAIRE DE LA LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS L'UNE DE SES PRIORITES POUR LES ANNEES A VENIR. POUR CELA IL CONVIENT DE DEVELOPPER LA COOPERATION ENTRE LE MINISTERE DU TRAVAIL ET LA DELEGATION A LA VILLE. LA PRESENTE CIRCULAIRE A POUR OBJET D'EXPLICITER LES MODALITES DE CETTE COOPERATION AFIN DE PERMETTRE UNE UTILISATION OPTIMALE DES MESURES D'AIDE A L'EMPLOI DANS LES QUARTIERS QUI ONT BENEFICIE DES CONTRATS DE PLAN.

**MILLER (DAVID).**- Public et privé, le développement économique local.- in : ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. 1989. N°48.

**ALPHANDERY (CLAUDE).**- Les structures d'insertion par l'économie(Rapport au ministre de la solidarité et au ministre du travail).- PARIS, DOCUMENTATION FRANCAISE : 1990. 95P..

**FRANCE. VILLE (MIN.) et FRANCE. COMMERCE ET ARTISANAT (MIN.).-  
Circulaire du 23 Octobre 1991 relative au commerce et à l'industrie dans le**

**développement social urbain.**-in : MONITEUR DES TPB.SUPPL.. 1ER NOV. 1991. NO 4588. PP. 366-367.  
(NON PUBLIEE AU JO)

*Résumé:* LE COMMERCE ET L'ARTISANAT, ACTIVITES NECESSAIRES AU DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL, CONSTITUENT UN DES VOLETS ESSENTIELS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN ENGAGEE PAR LE GOUVERNEMENT. LA PRESENTE CIRCULAIRE VISE A PRECISER LES OBJECTIFS, LES MOYENS ET LES MODALITES DE LA REVALORISATION DE CES ACTIVITES DANS LE CADRE DE LA GEOGRAPHIE PRIORITAIRE DU DSU. CONTENU: 1-LES OBJECTIFS (A-AU NIVEAU DES QUARTIERS B-EN COHERENCE OU EN COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES QUARTIERS OU COMMUNES) 2-LES MOYENS (A-EN DSQ B-HORS DSQ) 3-LES MODALITES.

**RAVEL (F.).- Groupe de travail "Villes et Commerces", compte-rendu de la réunion du 10 Décembre 1991: "Commerces et Services dans les grands ensembles".**

PARIS., SERVICE TECHNIQUE DE L'URBANISME. PARIS : FEV. 1992.. 34 P.

*Résumé:* DOCUMENT \_TRAITANT DE L'IMPLANTATION, REHABILITATION ET TRANSFORMATION DES EQUIPEMENTS COMMERCIAUX DANS LES QUARTIERS D'HABITAT SOCIAL. IL EST ETUDIE LE CENTRE COMMERCIAL DU GROS CHENE A MAUREPAS; LE CENTRE COMMERCIAL LES AUNETTES A SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS; PUIS IL EST TRAITÉ DES TRANSFORMATIONS D'USAGE DANS LES QUARTIERS HLM, DE L'INFLUENCE DES GRANDS ENSEMBLES SUR LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DES SERVICES DANS QUELQUES VILLES MOYENNES; ET ENFIN DES SERVICES COLLECTIFS DE PROXIMITE AVEC L'EXEMPLE DES RESTAURANTS DE QUARTIER DE CREIL ET DE BEAUVAIS.

## **ESPACES PUBLICS ET ENVIRONNEMENT**

**LARBRE (VERONIQUE).- Les espaces publics dans les grands ensembles.**

REIMS, IATEUR : 1982. 140P. (DESS Urbanimse, Reims)

*Résumé:* LES GRANDS ENSEMBLES ONT CONNU DES CONCEPTIONS DIVERSES. COMMENT LES ESPACES PUBLICS ONT-ILS ETE INTEGRES DANS CES ENSEMBLES? A QUELLES IDEES D'ORGANISATION REPONDENT-ILS? UNE ANALYSE COMPARATIVE DE LA FREQUENTATION DE CES ESPACES NOUS PERMETTRA D' EN APPRECIER LES FONCTIONS DIVERSIFIEES.

**SIINO (CORINNE) et LABORIE (JEAN-PAUL).- Chômage et espaces urbains, les exemples de Toulouse et Atlanta.** - in : ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. 1987. N° 35-6.

**Les espaces sportifs de proximité.**- in : PAYSAGE-ACTUALITES . OCT.1991. NO 141. PP.36-43.

*Résumé:* MADAME LE MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS CONSIDERE QUE L'OPERATION "1000 ESPACES DE PROXIMITE" EST UNE INCONTESTABLE REUSSITE ALORS QUE 500 PROJETS ONT DEJA ETE RETENUS ET SOUVENT REALISES. CERTAINS RESPONSABLES D'ASSOCIATIONS, COLLECTIVITES LOCALES OU SERVICES TECHNIQUES METTENT DES RESERVES.

**Journée d'études de l'ENEE du 18 Octobre 1991 à Achères . Ecologie urbaine et développement social.**- PARIS, ENEE. : 1991. NON PAG..

*Résumé:* ACTES DE LA JOURNEE ORGANISEE PAR L'ENTENTE NATIONALE DES ELUS DE L'ENVIRONNEMENT SUR L'ECOLOGIE URBAINE, L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT SOCIAL.

## DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN TEXTES OFFICIELS

Liste des lois, décrets, arrêtés ou circulaires d'application parus sur le DSU

**FRANCE. URBANISME ET LOGEMENT (MIN.), FRANCE. TRANSPORTS (MIN.) et FRANCE. ENVIRONNEMENT (MIN.).** - Lettre Circulaire du 4-01-1982 sur l'aménagement urbain études et opérations F.A.U.-H.V.S. - 1982, in : BO. MIN. URBANISME ET LOGEMENT. 1982. N°82-2 Bis TEXTE N°39.

**FRANCE. EQUIPEMENT LOGEMENT AMENAGEMENT DU TERRITOIRE TRANSPORTS (MIN.)** .- Decret n°87-72 du 6 Février 1987 modifiant le code de la construction et de l'habitation relatif aux subventions pour travaux d'amélioration de l'habitat et de la vie quotidienne. - in : J.O. LOIS ET DECRETS. 7 FEV.1987. N°32. P.1429.

*Résumé:* POUR LES OPERATIONS REALISEES DANS LE CADRE DE PROGRAMMES HVS OU DES ACTIONS POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS, DES DEROGATIONS AU TAUX DE 20 POUR CENT DE LA SUBVENTION PEUVENT ETRE ACCORDEES PAR LE PREFET, SANS POUVOIR DEPASSER 30 POUR CENT DU COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX.

**FRANCE. PREMIER MINISTRE.** - Circulaire du 19 Juillet 1988: mission du délégué à la ville et au développement social urbain. - in : MONITEUR DES TPB.. 23 SEPT.1988. SUPPL 4426. P.20.

*Résumé:* CETTE CIRCULAIRE PRESENTE LA LETTRE DE MISSION ADRESSEE PAR LE PREMIER MINISTRE AU DELEGUE INTERMINISTERIEL A LA VILLE ET AU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN. CETTE LETTRE DEFINIT LES GRANDS THEMES DE LA MISSION PREPARATOIRE A LA MISE EN PLACE DE LA DELEGATION: RAPPROCHEMENT DES INSTANCES PARTENARIALES EXISTANTES, ROLE DU CIV, MISSION PROPRE DE LA DELEGATION ET ROLE PAR RAPPORT A D'AUTRES ORGANISMES CONCOURANT A L'INSERTION DES POPULATIONS EN DIFFICULTE, EXAMEN DES OUTILS DE L'ETAT ET RELANCE DU FONDS SOCIAL URBAIN.

**FRANCE. EQUIPEMENT LOGEMENT AMENAGEMENT DU TERRITOIRE TRANSPORTS (MIN.).** - Decret n° 88-1015 du 28 Octobre 1988 portant création d'un conseil national et d'un comité interministériel des villes et du développement social urbain et d'une délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain. - in : J.O. LOIS ET DECRETS. 2-3 NOV. 1988. N°257. 13798-13800.

*Résumé:* CETTE CIRCULAIRE RAPPELLE LES OBJECTIFS QUI JUSTIFIENT L'AUGMENTATION DE LA REDEVANCE ET PRECISE LES MODALITES DE MISE EN OEUVRE DE CETTE AUGMENTATION, TELLE QU'ELLE A ETE DECIDEE PAR LA LOI DU 29 DECEMBRE 1988 PRECISEE PAR LE DECRET DU 10 FEVRIER 1989.

**FRANCE. VILLE (MIN.) et FRANCE. TRAVAIL (MIN.).** - Circulaire CDE n°89/5 du 6 Février 89 relative à la politique de l'emploi sur les sites des opérations contractuelles de développement social urbain. - in : MONITEUR DES TPB.. 28 AV.1989. SUPPL. N° 4457. P.17.

*Résumé:* LE GOUVERNEMENT A DECIDE DE FAIRE DE LA LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS L'UNE DE SES PRIORITES POUR LES ANNEES A VENIR. POUR CELA IL CONVIENT DE DEVELOPPER LA COOPERATION ENTRE LE MINISTERE DU TRAVAIL ET LA DELEGATION A LA VILLE. LA PRESENTE CIRCULAIRE A POUR OBJET D'EXPLICITER LES MODALITES DE CETTE COOPERATION AFIN DE PERMETTRE UNE UTILISATION OPTIMALE DES MESURES D'AIDE A L'EMPLOI DANS LES QUARTIERS QUI ONT BENEFICIE DES CONTRATS DE PLAN.

**FRANCE. PREMIER MINISTRE.** - Circulaire n°3559 du 21 Février 1990 relative à la politique des villes et du développement social urbain en 1990. - in : MONITEUR DES TPB.. 30 MARS 1990. SUPP. N°4505. PP.10-23-24.

*Résumé:* EN 1990 LA POLITIQUE INTERMINISTERIELLE DES VILLES PRENDRA TOUTE SON AMPLIEUR APRES UNE PREMIERE ANNEE MARQUEE PAR LE RENOUVELLEMENT DES EQUIPES MUNICIPALES ET LA SIGNATURE DES CONTRATS DE PLAN. CETTE CIRCULAIRE PRECISE LES AJUSTEMENTS A APPORTER A LA CIRCULAIRE DU 22 MAI 1989 EN CE QUI CONCERNE LES PROGRAMMES TERRITORIAUX, LES PROGRAMMES COMPLEMENTAIRES ET LES PROGRAMMES NATIONAUX DE SOLIDARITE OU D'INNOVATION. ELLE PRECISE EGALEMENT LE ROLE DES PREFETS, ET DONNE LA LISTE DES QUARTIERS CONCERNES EN 1990 PAR DES CONTRATS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL ENTRE L'ETAT ET LES REGIONS.

**FRANCE. VILLE (MIN.).- Decret n° 91-328 du 29 Mars 1991 modifiant le décret n° 88-1015 du 28 Octobre 1988 portant création d'un conseil national et d'un comité interministériel des villes et du développement social urbain et d'une délégation interministérielle à la ville et au développement urbain.**- in : J.O. LOIS ET DECRETS. 31 MARS 1991. N°78. P.4418.

**FRANCE. VILLE (MIN.) et FRANCE. COMMERCE ET ARTISANAT (MIN.).- Circulaire du 23 Octobre 1991 relative au commerce et à l'industrie dans le développement social urbain.**-in : MONITEUR DES TPB.SUPPL.. 1ER NOV. 1991. NO 4588. PP. 366-367. (NON PUBLIEE AU JO)

*Résumé:* LE COMMERCE ET L'ARTISANAT, ACTIVITES NECESSAIRES AU DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOI LOCAL, CONSTITUENT UN DES VOLETS ESSENTIELS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN ENGAGEE PAR LE GOUVERNEMENT. LA PRESENTE CIRCULAIRE VISE A PRECISER LES OBJECTIFS, LES MOYENS ET LES MODALITES DE LA REVALORISATION DE CES ACTIVITES DANS LE CADRE DE LA GEOGRAPHIE PRIORITAIRE DU DSU. CONTENU: 1-LES OBJECTIFS (A-AU NIVEAU DES QUARTIERS B-EN COHERENCE OU EN COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES QUARTIERS OU COMMUNES) 2-LES MOYENS (A-EN DSQ B-HORS DSQ) 3-LES MODALITES.

**L'effort financier en faveur des villes et du développement social urbain.**- in : NOTES BLEUES DU MIN. ECONOMIE ET FINANCES. 25 NOV.-1ER DEC. 1991. NO 568. 10 P.

*Résumé:* CE DOCUMENT ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1992 RAPPELLE LES OBJECTIFS ET LES CONDITIONS DE MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE DES VILLES ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN. IL RECAPITULE LES DIFFERENTES COMPOSANTES DE L'EFFORT FINANCIER CONSENTI EN 1990, 1991 ETPREVU POUR 1992 PAR L'ETAT ET SES PRINCIPAUX PARTENAIRES.

**FRANCE. VILLE (MIN.).- Circulaire du 8 Février 1991 relative à la mise en oeuvre de la politique de la ville et du développement social urbain en 1991.**- in : MONITEUR DES TPB.. 1ER NOV. 1991. SUPPL. NO 4588. PP. 367-368. (NON PARUE AU JO)

*Résumé:* CONTENU: 1-LES OBJECTIFS 2-CHAMPS D'APPLICATION ET METHODE 3-DECONCENTRATION ET SIMPLIFICATION DES PROCEDURES 4-REORGANISATION DU PROGRAMME "COMPOSITION URBAINE" ET DECONCENTRATION DES OPERATIONS "BANLIEUES 89".

**Loi n°91-662 du Juillet 1991 d'orientation pour la ville.**- in : J.O. LOIS ET DECRETS. 19/7/1991. N° 167. P.9521.

*Résumé:* LA LOI ABORDE SUCCESSIVEMENT LES POINTS SUIVANTS: EQUILIBRE DE L'HABITAT DANS LES VILLES ET LES QUARTIERS; MAINTIEN DE L'HABITAT NOTAMMENT A VOCATION SOCIALE DANS LES QUARTIERS ANCIENS; EVOLUTION URBAINE ET SOCIALE DES GRANDS ENSEMBLES; POLITIQUE FONCIERE.

**FRANCE. TRAVAIL (MIN.) .- Circulaire DFP/DIJ n° 92-05 du 4 Mars 1992 relative à l'amélioration du réseau d'accueil des jeunes dans le cadre des carrefours-jeunes.**- in : MONITEUR DES TPB.. 5 JUIN 1992.. SUPPL. NO 4619. PP. 324-338; (NON PUBLIEE AU JOURNAL OFFICIEL).

*Résumé:* CETTE CIRCULAIRE S'INSCRIT DANS LA VOLONTE DU GOUVERNEMENT DE RENFORCER LA LUTTE CONTRE L'EXCLUSION ET LA MARGINALISATION D'UNE PARTIE DES JEUNES PAR UNE POLITIQUE DE FORMATION ET D'INSERTION PROFESSIONNELLES ET SOCIALES DIVERSIFIEE. UNE ANNEXE TRAITE DE L'ORGANISATION DE LA PRESENCE DU DISPOSITIF D'ACCUEIL DES JEUNES SUR LES SITES DE DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN.

**FRANCE. EQUIPEMENT LOGEMENT AMENAGEMENT DU TERRITOIRE TRANSPORTS (MIN.).- Circulaire n° 92-19 du 30 Mars 1992 relative aux programmes de référence prévus par la loi d'orientation pour la ville**- in : MONITEUR DES TPB.. 19 JUIN 1992.-. SUPPL. NO 4621. PP.361-363.

*Résumé:* CETTE CIRCULAIRE PRECISE LES PROCEDURES RELATIVES AUX PROGRAMMES DE REFERENCE RENDUS OBLIGATOIRES PAR LA LOI DANS CERTAINS QUARTIERS. ELLE DONNE DES INDICATIONS GENERALES SUR LEUR CONTENU ET METHODOLOGIES D'ELABORATION. EN PREALABLE SONT EXPOSEES LES FINALITES ET PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES PROGRAMMES DE REFERENCE AINSI QUE LES RESPONSABILITES DE L'ETAT A LEUR EGARD.

## **DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN - RAPPORTS OFFICIELS**

**DELARUE (JEAN-MARIE).**- La relégation. Rapport au ministre d'état, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire- PARIS, MIN. DE LA VILLE : S.D. NON PAG.

*Résumé:* SUGGESTIONS POUR RENOUVELER LE CHAMP ET LES METHODES DU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN.

**COMMISSION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS. PARIS .-**  
Les processus administratifs et financiers à mettre en place pour la décentralisation de l'intervention sur les quartiers d'habitat social. Propositions.- SL., SN. : 1982. (RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA DECENTRALISATION)

*Résumé:* CETTE NOTE PROPOSE LES PROCESSUS ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS A METTRE EN PLACE POUR LA DECENTRALISATION DE L'INTERVENTION SUR LES QUARTIERS D'HABITAT SOCIAL AU NIVEAU COMMUNAL (COMMISSION LOCALE OPERATIONNELLE), AU NIVEAU DEPARTEMENTAL (CONSEIL GENERAL), AU NIVEAU REGIONAL (COMMISSION REGIONALE).

**COMMISSION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS. PARIS.-**  
Rapport au premier ministre.- PARIS, CNDQS : 1982. 116P..

*Résumé:* EN ANNEXE, ON TROUVE LA LISTE DE LA COMPOSITION DE LA COMMISSION, LA LISTE DES OPERATIONS INSCRITES EN 1982 DANS LE PROGRAMME NATIONAL, LE PROCESSUS D'ELABORATION DES PROGRAMMES LOCAUX DE DEVELOPPEMENT SOCIAL.

**DUBEDOUT (HUBERT).**- Ensemble refaire la ville. Rapport au premier ministre du président de la Commission Nationale pour le Développement Social des Quartiers.-

PARIS, DOCUMENTATION FRANCAISE : 1983. 122P.. (COLLECTION DES RAPPORTS OFFICIELS)

*Résumé:* IL Y A LES IMMIGRES MAIS AUSSI LES FRANCAIS LES PLUS PAUVRES, LES JEUNES SANS EMPLOI, LES FEMMES ISOLEES. ILS VIVENT DANS LES QUARTIERS VETUSTES ENCLAVES DANS LA VILLE OU DANS LES GRANDS ENSEMBLES BANLIEUSARDS REJETES DES CITES. REUSSIR LEUR INTEGRATION SOCIALE EST "LE DEFI" QUI DOMINERA LES QUINZE PROCHAINES ANNEES. UN AN APRES LA MISE EN PLACE DE LA COMMISSION CE RAPPORT EST REMIS. CE NE SONT DONC PAS DES CHANGEMENTS PROFONDS APPORTES OU SUSCITES EN UN AN QUI SONT PRESENTES DANS CE RAPPORT, ENCORE QUE DES EXPERIENCES INTERESSANTES SOIENT DEJA ENGAGEES ET QU'UN ESPOIR AIT PRIS FORME. CE RAPPORT PRECISE QUELLES DEVRAIENT ETRE LES PRINCIPALES ORIENTATIONS ET LES MODALITES D'UNE POLITIQUE NATIONALE.

**PESCE (R.).**- Développement social des quartiers. Bilans et perspectives 1981-1984.  
Rapport au premier ministre- PARIS, DOCUMENTATION FRANCAISE : JANV.1983. 122P.

**COMMISSION NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS. PARIS.-**  
Bilan des opérations conduites en 1982 et en 1983.- PARIS, CNDQS : 1984.

*Résumé:* CE DOCUMENT CONTIENT: LES ELEMENTS POUR UN PREMIER BILAN DES OPERATIONS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS. L'ETAT D' AVANCEMENT DES PROGRAMMES.

**ASSOCIATION VILLE ET BANLIEUE.**- La ville reconquise. Livre blanc des maires des villes de banlieue des grandes villes de province.- PARIS, DOCUMENTATION FRANCAISE : 1985. 168P.

**DRAY (JULIEN), DUPUIS (JEAN-MARC) et TRICART (JEAN-PAUL).**- Les politiques sociales transversales.- PARIS, DOCUMENTATION FRANCAISE : 1986. 178P..

*Résumé:* RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL DU COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN SUR LA DEFINITION DES OUTILS D'EVALUATION DES POLITIQUES SOCIALES LOCALES TRANSVERSALES (DSU, CONTRATS-FAMILLE, PREVENTION DE LA DELINQUANCE...) REPERTOIRE DES OUTILS THEORIQUES DISPONIBLES POUR PROCEDER A CET EXERCICE D'EVALUATION AVEC DES FICHES PAR DOMAINES D'ACTION.

**FRANCE. INSERTION PROFESSIONNELLE ET SOCIALE DES JEUNES EN DIFFICULTE (DELEGATION INTERMINISTERIELLE).**- Pour des politiques locales d'insertion des jeunes.- PARIS, DELEGATION INTERMINISTERIELLE A L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES : 1988. 63P.

**LEVY (FRANCOIS), LENOIR (NOELLE) et FRANCE. PLAN (COMMISSARIAT GENERAL).- Bilan/perspectives des contrats de plan de développement social des quartiers.-**

PARIS, DOCUMENTATION FRANCAISE : 1989. 275P..

*Résumé:* BILAN DE LA POLITIQUE DE DSO, SOUHAIT DE LA VOIR PRENDRE PLACE DANS LES CONTRATS DE PLAN DE LA 2E GENERATION, ET PROPOSITIONS PRECISES POUR AMELIORER LE DISPOSITIF.

**FRANCE. VILLE (DELEGATION INTERMINISTERIELLE) .- Installation du conseil nationaldes villes et du développement social urbain.-**

PARIS, D.I.V. : 1989. 245P..

*Résumé:* ENSEMBLE DES PRINCIPAUX DOCUMENTS QUI ONT MARQUE LES ETAPES DE LA REFLEXION ET DE LA CONCERTATION PREALABLES A LA DEFINITION D'UNE POLITIQUE NATIONALE DE LA VILLE. CE DOSSIER PRESENTE EGALEMENT LA NOUVELLE ORGANISATION INSTITUTIONNELLE MISE EN PLACE ET COMPORTE DES PROPOSITIONS EN COURS DE DISCUSSION, POUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL INTERMINISTERIEL DE L'ANNEE 1989.

**THYRAUD (JACQUES).- Rapport d'information fait au nom de la mission d'information chargée d'étudier les problèmes posées par l'immigration en France et de proposer des éléments d'une politique d'integration. Sénat première session ordinaire de 1990-1991.-**

PARIS, SENAT : 1990. 800P.. (Annexe au procès-verbal de la séance du 27 /11/1990)

**FRANCE. JUSTICE (MIN.) et FRANCE. VILLE (DELEGATION INTERMINISTERIELLE).- Justice et quartiers-**

PARIS, D.I.V. : 1990. 33P..

**ALPHANDERY (CLAUDE).- Les structures d'insertion par l'économique (Rapport au ministre de la solidarité et au ministre du travail).**

PARIS, DOCUMENTATION FRANCAISE : 1990. 95P..

**PIRON (OLIVIER) etFRANCE. CONSTRUCTION (DIRECTION).- Urbanisme et politique de l'habitat.**

PARIS, DIRECTION DE LA CONSTRUCTION : 1990.. 73 P., BIBLIOGR.

*Résumé:* LE RAPPORT CONSIDERE LES GRANDS ENSEMBLES COMME UN PROBLEME URBAIN SPECIFIQUE DEVANT FAIRE L'OBJET D'UNE POLITIQUE D'AMENAGEMENT ADAPTEE. IL EXAMINE LES ORIGINES DE LA SITUATION ACTUELLE DES GRANDS ENSEMBLES, CE QUI LES REND EXTERIEURS A LA VILLE ET LA PORTEE URBAINE DE LA PROCEDURE DE REHABILITATION ET CELLE DEDSO. IL PROPOSE DE RECREER LES BASES D'UNE POLITIQUE URBAINE, DE DIVERSIFIER LES STATUTS D'OCCUPATION, D'INTEGRERLES GRANDS ENSEMBLES DANS L'ECONOMIE URBAINE, DE LIER LES POLITIQUES LOCALES DE L'HABITAT ET LES RESPONSABILITES URBAINES DES COMMUNES.POUR ATTEINDRE CES OBJECTIFS, IL FAUT METTRE EN PLACE LES BASES JURIDIQUES D'EVOLUTION DES GRANDS ENSEMBLES, CLARIFIER LES RESPONSABILITES ET FACILITER L'ACTION ET INSUFFER UNE DYNAMIQUE URBAINE DANS CHAQUE GRAND ENSEMBLE.

**CONSEIL NATIONAL DES TRANSPORTS. PARIS .- Transports urbains et exclusion sociale.**

PARIS, CONSEILNATIONAL DES TRANSPORTS : 1991. 37 P.

*Résumé:* LE NIVEAU DE DESSERTE ET DE QUALITE DES TRANSPORTS COLLECTIFS URBAINS CONDITIONNE FREQUEMMENT L'ACCES DES CITOYENS LES PLUS DEMUNIS AUX DIFFERENTES FONCTIONS DE LA VILLE (EMPLOIS,EQUIPEMENTS COLLECTIFS...). LE RAPPORT PROPOSE DE RENFORCER LA PRIORITE POLITIQUE DE LA DESSERTE DES QUARTIERS SENSIBLES, D'AMELIORER LA CONNAISSANCE DES BESOINS DE TRANSPORT, DE MIEUX ARTICULER LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN ET LES POLITIQUES DE TRANSPORT, D'ASSOULIR LE REGIME DE TARIFICATION ET DE MIEUX ARTICULER LES STRUCTURES DE CONCERTATION ET DE DECISION.

**CARRERE (GILBERT) et SALMONA (GERARD).- La formation desfonctionnaires de l'état et la politique de la ville.**

PARIS, MIN. DELA VILLE : 1991. 57 P.

*Résumé:* ANALYSE DES DISPOSITIFS DE FORMATION EXISTANTS ETDE PROPOSITIONS POUR UNE FORMATION PLUS ADAPTEE AUX CONDITIONS SPECIFIQUES D'EXERCICE DES AGENTS DU SERVICE PUBLIC DANS LES QUARTIERS SENSIBLES, ET AUX ATTENTES DES POPULATIONS EN DIFFICULTE.

**FRANCE. EQUIPEMENT (MIN.).- POPS. Protocole d'occupation du patrimoine social.-**

PARIS, MELT : 1991.

*Résumé:* DEFINITIONS ET OPPORTUNITES.

**DELARUE (JEAN-MARIE).**- Banlieues endifficulté: la relégation; rapport au ministre d'état, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire.- PARIS, SYROS/ALTERNATIVES : 1991. 224 P..

*Résumé:* SUITE A UNE ENQUETE DE PLUSIEURS MOIS AUPRES DE 300 ACTEURS, ELUS, MILITANTS D'ASSOCIATIONS, CHEFS DE PROJET, TRAVAILLEURS SOCIAUX, L'AUTEUR ANALYSE AVEC FINESSE LES CAUSES DE LA DEGRADATION DES BANLIEUES ET APPORTE DES PISTES POUR DE NOUVELLES PRATIQUES. CET OUVRAGE PERMET A LA FOIS DE POSER LES PROBLEMES POLITIQUES GENERAUX COMME LA DEFINITION D'UNE NOUVELLE CITOYENNETE, ET DE COMPRENDRE LES REFORMES DE FONCTIONNEMENT NECESSAIRES DES ADMINISTRATIONS CONCERNEES-ETAT ET COLLECTIVITES LOCALES-, POUR QU'IL SOIT MIS FIN A LA RELEGATION DONT SOUFFRENT AUJOURD'HUI LES HABITANTS DE CES QUARTIERS EN DIFFICULTES.

**CARDO (PIERRE) et CONSEIL NATIONAL DES VILLES. PARIS.**- Mouvements collectifs et violence- PARIS, C.N.V.D.S.U. : 1991. 35P..

*Résumé:* RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL "LES VIOLENCES COLLECTIVES 1991".

**ROCARD (MICHEL) et FRANCE. PREMIER MINISTRE.**- La politique de la ville: communication du premier ministre. Et annexe n-1: Les villes et le développement social urbain.- PARIS, SN. : 1991. 2 VOL.. PP.27-37 ET NON PAGIN..

*Résumé:* LE PREMIER MINISTRE PRESENTE LES GRANDES LIGNES ET LE DISPOSITIF DE LA NOUVELLE POLITIQUE URBAINE. EN ANNEXE FIGURENT DES PROPOSITIONS POUR UN PROGRAMME DE TRAVAIL INTERMINISTERIEL SUR LA VILLE ET LE DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN ARTICULEES AUTOUR DE PROGRAMMES D' ACTIONS A CARACTERE TERRITORIAL OU THEMATIQUE.

**PICARD (PAUL).**- L'amélioration du service public dans les quartiers. Rapport au ministre d'état, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire.- \_PARIS, FRANCE.

VILLE (MIN.): 1991. 28 P.

*Résumé:* L'AUTEUR DE CE RAPPORT FAIT ENTENDRE LE POINT DE VUE DES AGENTS DE TERRAIN , DE PRIVILEGIER L'APPROCHE TERRITORIALE ET DE FAVORISER L'EXPRESSION DE PROPOSITIONS OPERATIONNELLES. IL S'APPUIE SUR LES TRAVAUX DE TROIS GROUPES DE PROJETS CONSTITUES A TOURCOING, MANTES-LA-JOLIE ET MARSEILLE. LES PROPOSITIONS PEUVENT ETRE REGROUPES AUTOUR DE TROIS THEMES: L'ACCUEIL DES USAGERS, L'INFORMATION DU PUBLIC, LA COMMUNICATION ENTRE SERVICES.

**FLOCH (JACQUES).**- Participation des habitants à la ville.- PARIS, CONSEIL NATIONAL DES VILLES ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN : 1991. 97P..

*Résumé:* RECOMMANDATIONS DESTINEES A FAVORISER LA PARTICIPATION DES HABITANTS DANS LES PROJETS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN SEFONDANT SUR L'ANALYSE DES PROBLEMES QUE POSE L'IMPLICATION DANS LA VILLE DES POPULATIONS DEMUNIES 4 SITES ETUDIES.

**BERLET (E).**- Transports urbains et exclusion sociale, rapport du conseil national des transports.- PARIS, CONSEIL NATIONAL DES TRANSPORTS : 1991. 65P..

**JAZOULI (A.), BANLIEUESCOPIES et FRANCE. VILLE (DELEGATION INTERMINISTERIELLE).**- Banlieues: les nouvelles frontières intérieures; Argenteuil, Villiers-le-Bel Vaulx-en-Velin, Chanteloup-les-Vignes, Lille-Sud et Marseille Saint-Barthélémy.- [PARIS],C.D.C. : Octobre 1992. (RAPPORT COFINANCE PAR LA D.I.V., LA DELEGATION INTERMINISTERIELLE A L'INSERTION DES JEUNES, LE F.A.S., la C.D.C. ET LE COMMISSARIAT AU PLAN.)

**BAUDIS (DOMINIQUE), CAVADA (JEAN-MARIE) et HOUBART (MADELEINE).**- Média et quartiers- PARIS, CONSEIL NATIONAL DES VILLES ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN : 1992. 57p..

*Résumé:* ETUDE SUR LES RAPPORTS ENTRE LES MEDIAS ET LES QUARTIERS EN DIFFICULTE COMPRENANT L'ANALYSE DE QUELQUES TITRES DE LA PRESSE A L'OCCASION DE 2 CRISES MAJEURES, CELLE DES MINGUETTES (VENISSIEUX) EN 1981 ET CELLE DU MAS DU TAUREAU (VAULX EN VELIN) EN 1990 ET L'ANALYSE DES SUJETS PASSES DANS LES JOURNAUX TELEVISES SUR LES EVENEMENTS DES MINGUETTES ET DE MANTES-LA-JOLIE (1991).

**DRAY (JULIEN).- Rapport d'information déposé... par la commission des Affaires Culturelles... sur la violence des jeunes dans les banlieues/ présenté par Julien Dray, Neuvième législature, seconde session ordinaire de 1991-1992.- PARIS,**

ASSEMBLEE NATIONALE : 1992. 73P.. \_

*Résumé:* MISE EN LUMIERE DES EVOLUTIONS PERCEPTIBLES DE LA VIOLENCE DES JEUNES DANS LES BANLIEUES : CRISTALLISATION DES PHENOMENES DE VIOLENCE EN DES LIEUX DELIMITES OU ILS PRENNENT UN CARACTERE ENDEMIQUE, APPARITION DE TENSIONS INTER-ETHNIQUES, ROLE CROISSANT DE LA DROGUE... PROPOSITIONSD'ACTION AUSSI BIEN EN CE QUI CONCERNE LES MOYENS TRADITIONNELS DE LUTTE QU'EN CE QUI CONCERNE LE CONTEXTE SOCIAL GLOBAL.

**CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS. PARIS et FRANCE. VILLE (DELEGATION INTERMINISTERIELLE).- Programme développement solidarités: prêts projets urbains bilan 1991.- PARIS, CDC : 1992. 95 P..**

*Résumé:* SYNTHESE GENERALE, ANALYSE ET COMMENTAIRES, FICHES REGIONALES (25 REGIONS), LES PPU DE 1989 01992.



## VIDEOCASSETTES SUR LE DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN

- AGENCE ANATOMIE.- Années plein champs.-SL., Ville d'Audincourt : 1992.- Vidéocassette 20min.
- BOURGEAS (H.J.), SCOP MANIVELLE.- Les tambours d'Echirolles avec les tambours du Bronx : spectacle du 14 Juillet 1991.- Echirolles, Ville d'Echirolles : 1992.- Vidéocassette VHS 10 min.
- CAVADA (J.M.).- Banlieues Blues.- SL., FR3 : 1991.- Vidéocassette VHS 60 min.
- DUFAU (A.).- Palabres n°3.- Marseille, Carnets de ville : 1991.- Vidéocassette VHS 52 min.
- DUFAU (A.).- Palabres n°2.- Marseille, Carnets de ville : 1990.- Vidéocassette VHS 52 min.
- BONNARDEL (A.).- Vaulx-en Velin : pourquoi tant de haine?.- [Lyon], FR3 : 1990.- Vidéocassette VHS 60 min.
- La réhabilitation en Rhône Alpes.- Lyon, CREPA et ARRA HLM : 1990.- Vidéocassette 20 min.
- MERCIER (CH.).- Démocratie.- [Vénissieux], Mairie de Vénissieux : 1989.- Vidéocassette VHS 30 min.
- ATELIER ARA.- Israel : le projet Renouveau.- SL., Caisse des Depots et Consignations : 1985.- Vidéocassette
- ATELIER ARA, CELLI (C.).- Etats-Unis : programmes de réhabilitation des quartiers.- SL.,SN : 1985.- Vidéocassette
- RADIGNET (J.).- Voyage au bout de la ZUP.- SL, FR3 : 1982.- Vidéocassette VHS 60 min.

BIBLIOTHEQUE DE L'ENSSIB



9652189